

CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director : DEM. I. DOBRESU

Președintele Uniunii Avocaților din România

COMITETUL DE REDACȚIE :

TR. ALEXANDRESCU Avocat, Direct. Contenc. B-cci G-le a Tărei Românești	ALEX. CERBAN Profesor la Facultatea de Drept, București	IOSEF G. COHEN Avocat	GR. CONDURATU Fost Consilier la C. de Apel București, Avocat	RÈNÈ DÈMOGUE Profesor la Facultatea de Drept din Paris
V. DONGOROZ Dr. în Drept din Buc. Avocat	ALFRED JUVARA Profesor Universitar, Avocat	Dr. ȘTEFAN LADAY Fost Magistrat jurisconsult în Cluj	D. NEGULESCU Profesor la Facultatea de Drept, București	I. GR. PERIETEANU Avocat
C. STOEANOVICI Dr. în Drept din Paris Avocat	GR. TRANCU-IAȘI Fost Ministru al Muncii Avocat	P. VASILESCU Dr. în Drept din Paris Avocat	AL. VELESCU Dr. în Drept din Buc. Avocat	ALBERT WAHL Profesor la Facultatea de Drept din Paris

Secretar de redacție: E. C. DECUSARĂ, Dr. în Drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare.

Membrii corespondenți pentru Paris: EDOUARD LÉVY și SILVIU KRAINIC, D-ri în Drept, Avocați, Paris.

Membrii corespondenți pentru Polonia: EMIL ST. RAPPAPORT, Consilier la Curtea de Casație din Varșovia.

ABONAMENTUL

Un an p. B-ci, Case com., Autoriz. 1400 lei
„ Avocați 1000 „
„ Magistrați 800 „
6 luni prețul de sus pe jumătate

APARE ODATĂ PE SĂPTĂMÂNĂ

În lunile Iulie și August

Apere odată la două săptămâni

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

Redacția și Administrația

București, Strada Artei Nr. 5

Lângă Palatul Justiției

TELEFON 13/29

În editura „Curierul Judiciar“ S. A., a apărut :

1). „C E K U L“, un interesant și documentat studiu economico-juridic, (circa 500 pagini), cu doctrina și jurisprudența română și străină, de d-l Avocat Dr. D. Găleşescu-Pyk. LEI 380

2). „CURS DE DREPT CIVIL ROMÂN“, Vol. VIII, (circa 350 pagini), de d-l Prof. G. Plastara, tratând despre „Expropriatiunea silită și Prescrierea“. S-au pus sub presă vol. IX și X. LEI 350

S U M A R

— *Le Standard juridique. A propos d'un livre récent*, par Mr. Professeur René Demogue;

— Funcțiunea Constituțională a Consiliului Legislativ, de Iuliu Pascu;

— *O datorie de împlinit cu privire la legea electorală*, de Const. Alexandrescu;

JURISPRUDENȚA :

— Curtea de Casație, secția I: Tudor Ghiță cu Ghiță R. Dumitru. (Dacă jurământul refuzat la prima instanță, constituie o tranzacție definitivă și nu mai poate fi primit în apel?);

— Idem și Trib. Ilfov s. IV: Contramiral Negrescu și alții cu Marieta I. Simion. (Chiria. Funcționar public. Dreptul de prelungire. Art. 5 al. 1 din legea chirilor din 1924;

— Judecătoria Băilești I Mixtă-Dolj: Maria Roșoiu cu Elisabeta I. St. Roșoiu. (Natura juridică a contractului de vânzare al cărui preț a fost convertit în obligația de întreținere a vânzătoarei de către cumpărătoare. Neîndeplinirea obligației. Rezilierea actului. Art. 1020, 1021, 1356, 1366 și 1647 C. civil), cu o Notă de N. Nichita.

Rugăm stăruitor pe d-nii abonați din provincie a nu mai aștepta alte invitațiuni, cari sunt costisitoare, sau sosirea în localitate a încasatorilor, și a binevoi să trimită achitarea abonamentului prin mandat postal, direct la Administrația revistei *Curierul Judiciar*, București, Artei 5, notând pe cotorul mandatului, pentru abonamentul datorat, partida No. Asemenea pentru comande de cărți.

LE STANDARD JURIDIQUE

— A propos d'un livre récent —

Depuis longtemps on a discuté sur l'autorité qu'il convient de donner respectivement à la loi ou au juge. L'autorité de la loi si chère au législateur de l'époque de la Révolution française était, il y a un siècle, présentée comme assurant mieux la justice par l'application d'une règle égale pour tous, et exempte de passion. Aussi le code civil français laisse-t-il dans ses dispositions peu de place à l'appréciation des tribunaux. En même temps en matière pénale les peines étaient fixées ou limitées dans d'étroites mesures. Mais ces solutions font aujourd'hui contraster avec celles que l'on rencontre dans l'une des codifications européennes les plus récentes et les plus remarquables: la codification suisse. En même temps en matière pénale le pouvoir du juge s'est considérablement élargi par des institutions diverses que l'on a mis à sa disposition: circonstances atténuantes, sur-sis. Il semble que l'on n'est plus effrayé par cette crainte d'arbitraire qui, au XVIII-e siècle, avait soulevé les législateurs contre les pouvoirs de l'autorité judiciaire, qu'on ne voie plus en matière pénale comme en matière civile que l'avantage qu'il peut y avoir à permettre d'adapter les solutions à toutes les variétés des cas.

Le débat en était à ce point quand une expression empruntée au droit anglo-saxon semble avoir eu le privilège de le rajeunir et de présenter une solution plus nuancée. Tandis que le mot *standard* indiquait dans l'industrie un type moyen, de nature à amplifier la production, dans le domaine juridique, il indique que dans certains cas un pouvoir est donné au juge: non pas une liberté

illimitée, non pas un simple droit d'option entre deux solutions, mais un pouvoir d'une nature spéciale. Le juge, après avoir constaté les faits, les apprécie, les déclare ou non générateurs de tel droit et cela en les comparant à un type abstrait, mais non pas à un type rigide, mais à un type souple comprenant des sous directives. Déjà M. Edouard Lambert, parlant pour la première fois de standard, remarquait que le droit romain en offre des exemples à l'époque classique à propos de la conduite du bon père de famille. On pourrait y ajouter la notion de dol. Notre droit moderne des pays latins, également contient nombre de cas où l'on peut parler de standard. M. Marcel Stati, dans l'étude qu'il vient de consacrer à cette méthode d'élaboration des solutions ¹⁾, a étudié à titre d'exemples deux jurisprudences françaises importantes: celle sur la responsabilité dans les rapports de voisinage et celle sur les ententes entre industriels et commerçants. Mais ce ne sont que des exemples. Il y a encore un standard au cas de règlement d'eau judiciaire lorsque le juge doit concilier l'intérêt de l'agriculture avec le respect dû à la propriété, (art. 583 Roumain et 645 français), ou au cas où il s'agit de savoir si une convention a été exécutée de bonne foi (art. 970 Roumain et 1134 français). Le juge a bien un certain pouvoir, mais il a devant lui une sorte de phare qui va lui donner une direction quand il voudra en user. Il devra se demander s'il y a en exécution de bonne foi, si l'intérêt agricole et le droit de propriété sont à peu près respectés. Les habitudes, les notions courantes l'aideront à préciser ce point.

Il manquait, en dépit de plusieurs contributions à l'étude du standard juridique parues dans ces dernières années, une étude d'ensemble de l'institution. M. Stati nous la donne dans des conditions qui lui font honneur et qui font honneur à ses maîtres tant de l'Université de Bucarest, que de celle de Paris où il a terminé ses études. Il a retourné cette notion de standard sous tous ses aspects. Il l'a comparé avec les notions voisines, il a montré les critiques qu'elle soulève et les réponses qu'on peut y faire, les garanties qu'il convient de prendre. Toute cette étude enrichie par une large connaissance de tous les auteurs les plus récents paraîtrait peut être, malgré ses qualités, une pure étude abstraite d'une méthode familière au droit de l'Angleterre et des Etats Unis si les exemples que j'ai cités plus haut de standards de droit roumain ou français ne permettaient de saisir le profit que les droits des pays latins, notamment de la Roumaine et de la France, peuvent retirer de ce travail.

Comme il le montre, si le nom est anglais, la chose est de tous les pays et même de toutes les époques suffisamment avancées. Les jurisconsultes Romains avant nous, les jurisconsultes français ou roumains, ont fait du standard sans le savoir.

Quel profit peuvent, ils aujourd'hui trouver à en faire en le sachant? Ils prendront plus complètement conscience du rôle qui s'impose au juge d'apprécier d'après un type abstrait. Ils se rendront mieux compte que cette directive qu'est le standard doit naturellement se subdiviser en une série de sous directives. Dans des hypothèses qui assurément sont variées, mais qui présentent certaines ressemblances, ils sauront qu'il y a une série de points à constater: ainsi, dans les rapports de voisinage, il faudra porter son attention sur le quartier où sont situés les immeubles, sur l'antériorité des installations incriminées, etc. Les uns, à défaut des autres, certains point pourront emporter la décision. Le rôle de la cour de cassation devra être étendu au point de savoir si les faits constatés, impliquent telle solution. Cette haute juridiction d'une nature spéciale, qui s'est reconnue le droit de dire si tel fait constitue bien une faute doit naturellement contrôler le point de savoir si le standard a été bien appliqué. Là où tend à se dégager une règle abstraite, sans doute multiple, si on veut en donner une formule complète, on peut dire qu'il y a un domaine naturel pour l'unité de jurisprudence et pour l'intervention d'une cour de Cassation. Ce sont des précisions qui ne sont négligeables ni pour les avocats, ni pour les magistrats. Et cependant M. Stati dont les conclusions sont modérées reconnaît que le standard n'est pas susceptible de s'appliquer partout. Si la construction à arêtes vives qui constitue la règle de droit ne peut convenir toujours, le système souple, partant un peu flottant, qui caractérise le standard, ne convient pas partout. Mais peut être est-il assez délicat de se prononcer sur les cas où il en est ainsi. Le standard a un aspect flottant parcequ'il se trouve face à une multitude de situations diverses, d'éléments divers. Mais à mesure que le droit se développe en quantité qu'il s'agisse d'articles de codes ou de solutions jurisprudentielles, cet écheveau d'éléments se démele, chacun prend son importance et de cette sorte de nébuleuse que constituait d'abord le standard se détachent peu à peu sous le travail du jurisconsulte, une série de point précis, de petites règles. De temps à autre seulement certains éléments nouveaux font leur apparition et il faut en mesurer l'importance. Quoiqu'il en soit de cette étendue, l'étude du standard sera précieuse et ceux qui liront le livre de M. Stati, auront aquri un utile instrument pour aborder bien des questions.

1) Le Standard juridique, I vol. 386 p. Paris, Duchenaïn, éd. 1927.

Funcțiunea Constituțională

A Consiliul Legislativ

Consiliul Legislativ și principiul separației puterilor. Pretinsa subordonare a Consiliului Legislativ față de puterea executivă. Factorii puterii legiuitoare, natura și efectele actelor lor și în special efectul avizului Consiliului Legislativ.

Articolele din nr. 36 și 37 ale acestei reviste, dela 30 Octombrie și 6 Noembrie 1927 scrise primul de d. I. C. Filitti și al doilea de subsemnatul, cu privire la caracterul Consiliului legislativ de organ consultativ și component al puterii legiuitoare, au dat naștere la neașteptate critici din partea d-lor Paul Negulescu (Dreptul, nr. 38 dela 20 Noembr. 1927) și avocat Ioan V. Gruia (Curierul Judiciar, nr. 40 dela 27 Noembrie 1927).

Răspundem prin cele ce urmează ambelor articole:

În prealabil ținem să se știe dela început că contrar manierei critice a d-lor Paul Negulescu și I. V. Gruia, pe care o vom releva în cele ce urmează, noi rămânând fideli criticii clasice de idei și obiectivitate, vom expune punct cu punct părerile d-lor, utilizând citatele exacte, cu indicarea precisă a lucrărilor, autorilor, ediției și editorului, anului, volumului și paginii. Sublinierile din citate și însemnările introduse între paranteze, în cuprinsul citatelor, ne aparțin și de ele ne servim atât pentru evidențierea concepțiilor autorilor citați, cât și a aceleia pe care o profesăm.

În fine, ținem să accentuăm că deși vom începe prin a discuta obiecțiunile d-lor Paul Negulescu și I. V. Gruia, scopul nostru principal este și de astă dată, acela de a determina în mod definitiv natura și funcțiunea constituțională a Consiliului Legislativ și efectul participării sale în opera de legiferare.

* * *

Am arătat în articolul nostru din nr. 37 al *Curierului Judiciar* că în „Curs de Drept Constituțional Român” d. Paul Negulescu, așează C. L. între cele două puteri: legiuitoare și executivă. În articolul citat din „Dreptul” autorul revine pentru a demonstra că C. L. este un organ al puterii executive. (A se vedea în acest sens și articolul citat al d-lui Gruia din *Curierul Judiciar*, pag. 628, col. I, în care se spune că d-l Paul Negulescu susține că C. L. este un organ consultativ al puterii executive).

Punctele esențiale ale articolului din „Dreptul” sunt următoarele:

Ca chestie de metodă, o foarte curioasă manieră critică de a ni se atribui într-o chestiune elementară de drept constituțional o părere exact contrară aceleia pe care noi o susținem; și astfel prezentată încât subsemnatul să apară în ochii cititorului ca un necunosător al dreptului constituțional.

Ca chestie de fond, o singulară concepție asupra principiului separației puterilor din care ar rezulta în mod necesar că C. L. ar fi un organ al puterii executive.

În sprijinul acestei idei urmează apoi o întreagă argumentație, din care ar decurge subordonarea în care s'ar afla C. L. față de puterea executivă.

Vom răspunde la fiecare din aceste puncte de argumentare.

Ca metodă critică autorul își întemeiază în principal obiecțiunile sale pe afirmațiunea (cităm) „astfel d-sa (adică subsemnatul) crede că în sistemul nostru constituțional inițiativa legilor ar aparține Consiliu-

lui de miniștri, pe câtă vreme și în toate țările monarhice, textele constituționale spun ritos că acest drept aparține monarhului”.

Ori, noi în articolul citat nu numai că nu am exprimat o asemenea credință, dar la pagina 579, a *Curierului Judiciar* am scris cuvânt cu cuvânt următoarele: „Consiliul legislativ nu lucrează cu miniștrii separat, căci el își dă avizul său după ce proiectele de legi au fost adoptate de întreg consiliul de miniștri, care în fapt exercită puterea de inițiativă legală a Regelui”. Deci alături de constatarea acelui text formal al Constituției care atribuie dreptul de inițiativă legală Regelui ca factor al puterii legiuitoare, noi am adăogit și adevărul de fapt că în numele Regelui inițiativa legală se exercită de către consiliul de miniștri. Aceasta este practica noastră constituțională, aceasta este un corolar inexorabil al sistemului parlamentar pe de o parte și al iresponsabilității Regelui în același timp. A tăgădui acest adevăr absolut este o imposibilitate. Și chiar și în acest caz eroarea capitală ce ni se impută este inexistentă, fiindcă am afirmat categoric că *inițiativa legală aparține Regelui*, firește, alături de aceea a Corpurilor legiuitoare, despre care însă nu este vorba în cazul nostru.

Dar ceea ce este mai caracteristic încă pentru acest fel de critică, e următorul pasaj din același articol al d-lui Paul Negulescu, prin care se afirmă că puterea executivă are dreptul de inițiativă legală, fapt absolut inexact, Regele având acest drept în calitatea sa de factor al puterii legiuitoare, nu ca șef al puterii executive. (Dreptul, pag. 305, col. II, sus). „Prin urmare Consiliul legislativ nu este un organ de decizie, el ajută numai *puterea executivă sau parlamentul, care singure au dreptul de inițiativă al legilor dându-le documentațiunea necesară...*”. Ori din această concepție a d-sale decurge tocmai că *Guvernul are dreptul de inițiativă legală*, căci dacă puterea executivă are acest drept, apoi cf. art. 92 al Constituției Guvernul îl exercită în numele „*minoratului*”. Este exact eroarea ce ni se impută nouă de către d-l Paul Negulescu!

Consiliul Legislativ și principiul separației puterilor

Chestiunea de fond ridicată de d-l Paul Negulescu în articolul său din „Dreptul”, constă în expunerea unei concepțiuni proprii asupra principiului separației puterilor, din care ar reieși că C. L. ar fi un organ al puterii executive.

Autorul începe prin a afirma că subsemnatul, ca și d-l I. C. Filitti, ași avea o concepțiune greșită despre principiul separației puterilor. Și pentru a-și dovedi afirmațiunea, d-sa definește astfel acest principiu. („Dreptul”, pag. 305). „Or, ce înseamnă principiul separației puterilor? Înseamnă că *cele trei mari funcțiuni ale Statului*: funcțiunea de a legifera, de a supraveghea executarea legilor și de a judeca conflictele ce se pot ivi cu ocaziunea aplicării legilor, să fie încredințată la organe separate și independente unele de altele. Titularii fiecăreia din aceste organe sau puteri trebuie și ei să fie separați și independenți față de titularii unei alte puteri, adică titularii puterii legiuitoare să fie separați și independenți de acei ai puterii executive, în sensul ca să nu fie una și aceeași persoană care să exercite cele două funcțiuni și apoi între cei doi titulari să nu fie raporturi de dependență, de subordonare”.

Și fiindcă din această definiție a principiului separației puterilor s'ar părea că independența absolută

ar exista numai între titularii puterilor legiuitoare și executivă, nu și între aceștia și titularii puterii judecătorești, cităm și finalul col. I, dela pag. 306 a articolului criticului nostru, și anume: „Dar, nu numai atât, puterea executivă are un rol activ în funcționarea Consiliului legislativ, căci miniștrii și subsecretarii de Stat prezidează de drept secțiunile Consiliului legislativ. (art. 48 din lege). *Or, nicăieri și nici când un ministru nu poate prezida un tribunal judecătoresc sau o adunare legislativă*”.

Să expunem acum realitatea constituțională engleză (ca și a altor State) pe care trebuie s'o considerăm în primul rând, oricâteori discutăm o problemă constituțională și mai ales când discuția privește însuși principiul separației puterilor, care se știe bine, nu este decât rezultatul acelei impresiuni greșite ce a făcut-o asupra marelui Montesquieu, organizarea constituțională engleză.

Și pentru a satisface plăcerea amatorilor de citate, epatați de d-l avocat Gruia, mare specialist în materie după cum se va vede, vom începe prin a cita chiar din *L'Etat moderne et son droit de Georg Jellinek*, trad. franceză, Paris, M. Giard et E. Brière, 1913, carte din care citează — fără să o fi văzut măcar, necum încă să o și fi citit d-l avocat, după cum se constată din faptul că d-sa arată numai pag. fără să precizeze și volumul, neștiind că această operă științifică are două volume. Dar ceea ce este și mai picanț, e că la pag. 316 indicată de d-sa, nu numai că nu se afla fraza citată, dar se discută cu totul alte probleme, și anume în vol. II se discută tocmai valoarea principiului separației puterilor.

Și astfel controlând „citatul” d-lui avocat, citim în Jellinek, op. cit. vol. II, pag. 315 și 316 următoarele: „Nici odată unitatea puterii politice nu se lasă fracționată în manifestările sale până la punctul de a se putea face o împărțire pur și simplu a funcțiunilor între organele corespunzătoare. Sunt mai ales considerațiuni de utilitate care peste tot au decis care fel de funcțiuni vor fi atribuite unui sau altui organ. Prin urmare, după cum am mai spus (mai sus), chiar țările care recunosc principiul separației puterilor nu prezintă niciodată o separație completă, absolută a acestor puteri (așa cum afirmă prof. Paul Negulescu), având chiar în mod deplin conștiința că ele se îndepărtează astfel dela tipul luat ca model. În Statele Unite de ex. (țara în care separația puterilor atinge maximum, realizat în practica constituțională a concepției lui Montesquieu) Congresul (Camera) declară războiul; *Senatul este însărcinat cu aprobarea actelor de administrație ale Președintelui*: ratificarea tratatelor și numirea funcționarilor; *el este judecător în caz de crime politice, el întrunește deci în el trei funcțiuni*” (cele trei funcțiuni absolut independente cum le definește d-l prof. Paul Negulescu). „Practica s'a îndepărtat încă și mai mult de principiu. S'a întâmplat ca în ultimele zile de ședință ale Congresului (în care se trec ca și la noi foarte numeroase legi nediscutate), *Președintele* (care în Statele Unite este în mod exclusiv numai șeful puterii executive, fără a fi și factor al puterii legiuitoare, ca la noi) *să exercite nu numai un veto suspensiv dar chiar și un veto absolut, asemănător aceluia al unui Rege care ar participa pozitiv la opera legiuitoare. (Astfel deci șeful puterii executive, chiar în țara care a realizat maximum de separație a puterilor, „poate reduce la neant”, cum spune în notă la pag. 316 Jellinek, opera puterii legiuitoare care se află astfel subordonată, puterii executive).*

Continuăm cu citația dela pag. 316: „Cât despre ju-

decători investiți în mod larg cu dreptul de a aprecia legile votate, ei au o veritabilă putere de a interpreta Constituția și ei exercită realmente o activitate legislativă”.

Dar Jellinek adaogă (pag. 316): „Această separație (a puterilor) este încă cu mult mai mică în marea majoritate a Statelor care nu cunosc separația în această formă extremă. Este astfel în special în Statele în care predomină regimul parlamentar, în prima linie în Anglia, unde Parlamentul nu este numai legislator, dar unde, prin PRIVATE BILLS, el ia parte direct la administrație, unde Camera Lorzilor (Senatul) este cel mai înalt tribunal al Regatului, unde membrii cabinetului trebuie să aparție Parlamentului, unde Parlamentul desemnează nu numai de formă, dar foarte real pe primul ministru și prin el indirect cabinetul întreg; unde Lordul Cancelar, (care e ministru) este Președintele Camerei Lorzilor și în același timp judecător suprem al imperiului”.

Adăogim că d-l Prof. C. Stere, în aceeași chestiune a expunerii realității constituționale engleze, în *Curs de Drept Constituțional*, litografiat după note stenografice luate de A. Anastasiu și G. Corniciuc, curs de 1134 pagini, ținut la Universitatea din Iași în anul școlar 1910—1911, arată că (pag. 706) „Acest Lord Cancelar este președinte nu numai al Curții Supreme dar e președinte și al Curții de Apel, singura Curte de Apel pentru toată țara și poate lua parte la judecata procesului. Și e un om politic, și ministru”.

Astfel deci este evident că principiul separației puterilor nu este în realitatea constituțională nici a Angliei dela care s'a inspirat Montesquieu și nici a Americii de Nord unde s'a aplicat în modul cel mai larg, nu este nici de drept, nici de fapt, decât un sistem de colaborare, de interdependență, de control și de subordonare reciprocă a celor trei puteri în Stat.

Vom expune acum și realitatea constituțională franceză, după chiar cel mai strălucit constituționalist francez, Prof. Léon Duguit.

Savantul francez își întemeiază întreaga sa concepțiune constituțională nu pe principiul separației puterilor ci pe principiul colaborării și controlării lor reciproce, acesta fiind după propria sa afirmare „și de drept și de fapt” expresia reală a constituționalismului francez, aflător „astăzi la antipodul concepției de la 1791”.

Cităm din *Manuel de Droit constitutionnel de Léon Duguit*, ed. IV, Paris, E. de Boccard editeur, 1923, p. 160 și 161:

„Întreg dreptul nostru public modern, toată viața noastră politică protestează în contra izolării complete a diferitelor organe (care exercită diferite puteri) și implică dimpotrivă penetrarea lor intimă”.

„La conducerea generală a serviciilor publice, Parlamentul nu rămâne de loc străin; dar el lucrează numai prin invitațiunile pe care le adresează Guvernului și prin controlul pe care-l exercită asupra lui”. (Deci puterea executivă este subordonată controlului puterii legiuitoare).

Iar Maurice Hauriou, în *Précis de Droit administratif*, ed. X, Sirey, Paris 1921, p. 187, spune un fapt de asemenea unanim cunoscut că Senatul francez, este și Curte de Justiție pentru judecarea Președintelui Republicii — acuzarea fiind susținută de Cameră.

Să vedem acum în ce formă a fost consacrat în textele Constituției noastre și în practica noastră constituțională principiul separației puterilor.

Prima noastră datorie este să precizăm însăși con-

cepția generală a Constituției noastre, sistemul constituțional pe care l'am admis noi. Ori, după cum spune Prof. C. Stere la pag. 113 (op.cit.) „La noi, Constituția sub regimul căreia trăim și azi a fost introdusă la 1866 (Modificările dela 1923 nu au înlăturat Constituția dela 1866, ci numai au completat-o în unele privințe). Această Constituție nu este decât traducerea Constituției belgiene, care la rândul ei este cea mai reușită încercare de a formula în scris principiile esențiale ale dreptului constituțional englez”. Ne aflăm deci în plin sistem constituțional englez, fapt pentru care Prof. C. Stere a și fost raportorul legii Toma Stelian pentru desființarea Contenciosului administrativ înființat de Al. A. Bădărău, sub forma unei singure instanțe judecătorești, secțiunea a III-a a Curții de Casație. Și a fost pentru desființarea acestui contencios administrativ, fiindcă conform realității constituționale engleze, justiția judecă orice fel de procese și deci și pe acelea zise de contencios administrativ și ca atare în România trebuie să fie la fel, fiindcă Constituția noastră este alcătuită după modelul englez.

Conceptia C. Stere a și învins în bună parte prin faptul că în prezent procesele de contencios ad-tiv se judecă în două instanțe, Curtea de Apel și Curtea de Casație, aceasta din urmă judecând și în fond și putând statua chiar și asupra cererii de despăgubiri. (Art. 12 și 6 al legiipentru contenciosul ad-tiv).

În orice caz reținem că *actele puterii executive sunt subordonate controlului puterii judecătorești*. Mai mult încă *puterea judecătorească română are capacitatea de a judeca constituționalitatea legilor, exercitând deci un control asupra puterii legiuitoare*. Până la noua Constituție acest drept a aparținut chiar și tribunalelor (procesul tramvaielor 1912) exact ca în Statele Unite, conf. art. 103 al noiei Constituții el este rezervat exclusiv Curții de Casație în secții unite, care conf. art. 98 judecă și pe ministrii trimiși în judecată de Adunările Legiuitoare sau de Rege. Deci și puterea legiuitoare exercită asupra puterii executive, un control care derivă din întreg sistemul parlamentar, despre care am vorbit mai sus. În fapt cităm cazul guvernului Take Ionescu, care a demisionat în urma votului de blam ce i s'a dat de Camera Deputaților la 17 Ianuarie 1922. Parlamentul uzează și de interpelări pentru a-și exercita dreptul de control asupra Guvernului.

Acestea sunt doar adevăruri elementare și mai sunt încă destule. Astfel Adunarea Deputaților aprobă bugetul, care nu este o lege propriu zisă, ci un foarte important act de administrație, supus controlului Camerei, pe urma acelei lupte strălucite și incununate de triumf a Camerei Comunelor împotriva puterii executive engleze. Tot ea aprobă apoi conform art. 115 din Constituție, socotelile de aplicare a bugetului, iar conf. art. 121 Parlamentul votează în fiecare an contingentul armatei.

Dar nu numai puterea legiuitoare are drept de control asupra puterii executive, ci și fenomenul invers este o realitate constituțională la noi. Astfel o lege votată de ambele corpuri legiuitoare și sancționată de Rege, nu-și capătă valoarea ei obligatorie decât prin promulgarea și publicarea ei, act pur administrativ, care poate fi întârziat, sau să rămâie pur și simplu neîndeplinit, subordonând astfel eficacitatea și voința puterii legiuitoare unui simplu act al puterii administrative. O lege chiar publicată nu poate produce nici un efect juridic și voința puterii legiuitoare este anihilată dacă puterea executivă refuză să o aplice. Exemple nenumărate cunoaștem fiecare din noi, de legi

existente și care în fapt nu se aplică. *Sunt însă și legi a căror aplicare a fost înlăturată în mod formal, prin acte administrative scrise de către puterea executivă fără ca Parlamentul să fi protestat măcar, necum încă să fi reușit a înlătura actul administrativ prin care se anula propriul său act de voință, puterea sa de decizie.*

Cităm ca exemplu: Aplicarea legii impozitelor N. Titulescu intrată în vigoare în 1921, a fost suspendată printr-o simplă decizie a ministrului finanțelor d-l Vintilă Brătianu în Ianuarie 1922; același ministru de finanțe a refuzat în același an și timp de patru ani consecutiv aplicarea legii corpului arhitecților, fără ca această lege să fi fost măcar ulterior abrogată de Parlament. Notăm că această lege a fost aplicată în 1927 odată cu legea armonizării, care nici ea nu se aplică în totul.

Așa dar se mai poate afirma că în sistemul nostru constituțional așa cum este în *realitatea sa publică și socială, pe care ca oameni de știință spre deosebire de onorații juristi deprinși numai să interpreteze textele, trebuie s'o considerăm cel puțin tot atât cât și litera legii*, se mai poate spune că puterea legiuitoare nu se află în anumite împrejurări subordonată puterii executive?

Dar acest fapt mai rezultă încă și din texte constituționale, cum de pildă art. 96, fost 99, care nu permite ca Adunările legiuitoare să ție sedință fără prezența măcar a unui singur ministru. Și ministrii chiar dacă nu sunt membrii ai vreunei Adunări, iau parte activă la dezbateri, fără a avea firește, vot deliberativ. În Statele Unite, unde principiul separației puterilor se aplică strict în această privință, așa cum a fost conceput de Montesquieu, ministrii nici nu au dreptul să participe la ședințele corpurilor legiuitoare. Dar exemplul cel mai extraordinar ni-l oferă dreptul puterii executive de a legifera, prin decrete-legi, substituindu-se în totul puterii legislative, a parlamentului, care are doar atribuția de a înregistra ulterior ratificarea acestor decrete-legi.

D-l Paul Negulescu mai spune că „nu se poate ca una și aceeași persoană să exercite cele două funcțiuni” (executivă și legiuitoare). Prin această afirmațiune nu numai că se tăgăduiește existența întregului regim parlamentar, dar se ignorează și texte precise ale Constituției noastre, care spun că Regele este și capul puterii executive și factor al puterii legiuitoare și că membrii guvernului, care conf. art. 92 exercită puterea executivă în numele Regelui, pot fi și sunt membri ai Parlamentului (art. 96) exercitând și ei două funcțiuni. Alt exemplu interesant ni-l oferă art. 92 care acordă calitatea de senatori de drept episcopilor, mitropoliților și Patriarhului. Dar dreptul nostru public mai cunoaște încă un exemplu tot atât de remarcabil chiar, ca și acela al Lordului Cancelar englez, în care, prin voința Constituției și a unei legi speciale, sunt întrunite asupra unei singure persoane, câte două feluri de înalte atribuțiuni ale puterii executive și ale puterii legislative.

Astfel fiind, credem că am dovedit până la evidentă la ce se reduce principiul separației puterilor, atât în pură teorie, cât și în realitatea constituțională în Statele Unite, în Anglia, Franța și la noi. Și astfel deci, chiar și dacă Consiliul Legislativ român ar avea vreun raport de relativă dependență față de puterea executivă, acest fapt nu poate sub nici un motiv să-i schimbe caracterul său de organ component cu caracter consultativ al puterii legiuitoare; căci raporturi de dependență și chiar de perfectă subordonare față de

puterea executivă, am văzut că au avut peste tot și în totdeauna, de când există sistem constituțional, chiar și Adunările legiuitoare.

Pretinsa subordonare a Consiliului Legislativ față de puterea executivă

Să vedem acum care sunt prelinsele raporturi de subordonare ale Consiliului Legislativ față de puterea executivă după d-l Prof. Paul Negulescu. Și trebuie să arătăm din primul moment că ele în mare parte sunt o reluare a argumentelor din Cursul de Drept Constituțional, asupra cărora ne-am spus cuvântul și fără a se aduce nimic nou în sprijinul lor.

a) Astfel se afirmă (la pag. 305 Dreptul, coloana I, jos) că nu s'ar putea concepe ca Consiliul Legislativ să facă parte din puterea legiuitoare decât dacă ar fi „compus din membrii desemnați de parlament, sau cel puțin propuși de parlament, regelui pentru a fi numiți, cum era în vechea lege a Curții de conturi. În orice caz nu ar trebui ca consiliul să se găsească în situațiunea de dependență față de puterea executivă ci față de puterea legiuitoare”.

În cursul său d-l Prof. Paul Negulescu spune „Membrii Consiliului Legislativ sunt desemnați direct de puterea executivă”. Este o evidentă nuanțare; în fond d-sa vrea să arate că Consiliul se află în stare de dependență față de puterea executivă și deci nu poate fi decât organ al puterii executive. Dar la această mare chestiune noi am răspuns în *principiu* prin toată expunerea, ce precede, asupra raporturilor de dependență dintre cele trei puteri în toate marile state constituționale și chiar și în țara noastră.

Iar în *fapt* argumentul este inexact căci după cum am spus deja în articolul nostru precedent, membrii Consiliului Legislativ sunt desemnați de o comisiune formată din șase membrii dintre cari trei aparțin Consiliului Legislativ însuși și ceilalți trei sunt membri ai Curții de Casație, deci membri ai puterii judecătorești și nici de cum ai puterii executive. Ministrul nu face decât actul de numire pe baza acestei recomandări sau pe baza concursului pentru viitorii membri referenți. Unde vede autorul desemnarea directă de către puterea executivă? Și apoi membrii puterii judecătorești nu se numesc ei oare de către puterea executivă pe bază de concurs sau de recomandare? Și acest mod de numire ia el puterii judecătorești dreptul ei de putere suverană?

La pag. 306 autorul revine asupra acestei chestiuni spre a spune că „numirile consilierilor sunt făcute de o comisiune prezidată de însuși ministrul”. Adevărul este că *comisiunea recomandă, nu numește*; numirea o face Regele (sau în numele lui regența) pe baza raportului ministrului. Iar prezidarea comisiei de recomandări de către ministru, este luată după legea de organizare judecătorească. Într'adevăr Consiliul Superior al Magistraturei care face recomandările pentru numiri și înaltări în Justiție și din care face parte însuși Primul-Președinte al Casației și toți trei Președinții, este prezidat, conf. art. 64 al legii pentru organizarea judecătorească, tot de ministrul justiției și totuși nimeni n'a dedus din acest fapt că Inalta Curte de Casație este un organ executiv.

b) La pag. 306 (Dreptul) se spune că „Consiliul Legislativ exercită unele atribuțiuni precise ale ministrului de justiție, organ al puterii executive. Așa el păstrează un exemplar din originalele legilor votate, obligațiune dată prin art. 37 din constituție Ministrului de Justiție. Tot Consiliul îngrijește de publicarea

colecțiunilor de legi și regulamente ca un serviciu al Ministrului de Justiție, căruia îi incumbă această sarcină (art. 37 Constituție).

Dar noi am arătat că în *drept* sunt foarte numeroase atribuțiuni de ordin executiv ale Adunărilor legiuitoare și deci ar fi foarte firesc ca și colegul lor Consiliul Legislativ să aibă unele atari atribuțiuni. Iar în *fapt* aceste atribuțiuni prin ele însăși nu numai că n'au nimic de ordin executiv dar ele sunt o atribuțiune eminentă și pur legislativă. Cine oare este mai îndrituit să păstreze originalele legilor și să alcătuiască colecțiunea lor oficială, decât un organ al Puterii Legiuitoare, care le-a elaborat.

c) Se mai spune că Consiliul Legislativ ar fi un organ al puterii executive fiindcă secțiunile sale pot fi prezidate de miniștri sau subsecretari de Stat (tot p. 306, coloana I, jos) dar noi am arătat că un ministru prezidează în mod permanent Camera Lorzilor și ca organ legislativ și ca Inalta Curte de Justiție și că tot el este președintele unicei Curți de Apel engleze.

Autorul omite însă să releveze că secțiunile Consiliului legislativ au și dreptul de a chema ele pe miniștrii și subsecretari personal, sau pe reprezentanții lor autorizați, pentru a da explicațiuni Consiliului, în-tocmai după cum secțiunile Adunărilor legislative au dreptul să ceară miniștrilor să li se prezinte pentru a da explicațiuni.

Deasemenea relevăm că Miniștrii dacă prezidează, o fac numai când se discută vreun proiect de lege pe care-l prezintă cu a lor semnătură, pe baza dreptului de inițiativă legală a Regelui, deci tot ca exponenți *de fapt* ai puterii legiuitoare. Și că în orice caz *Miniștrii chiar când prezidează, nu au vot deliberativ și nici nu pot stătnjeni deloc independența de cugetare și apreciere a membrilor Consiliului legislativ*.

d) Se mai dă ca o legătură de dependență faptul că „Consiliul Legislativ comunică cu Ministrul de Justiție și în fiecare an îi face un raport prin care îi face cunoscută activitatea sa”. Iată în întregime textul respectiv al art. 3 din legea pentru organizarea C. L. al. b. „De a urmări jurisprudența Curții de Casație și a celorlalte instanțe judecătorești și jurisdicțiuni civile, militare, administrative și eclezistice, economice, financiare, industriale, comerciale și de orice altă natură și de a semna puterii legiuitoare și puterii executive viciile constatate în interpretarea și aplicarea legilor și de a propune abrogarea sau modificările ce s'ar impune pentru vreuna din considerațiunile de sub art. 2 lit. c (care sunt foarte larg concepute).

Este evident, numai din simpla lectură a acestui text, că nu numai că nu poate fi vorba de un raport de dependență al C. L. față de puterea executivă, dar că dimpotrivă *el constituie un drept superior de control al aplicării legilor și deci de colaborare atât cu puterea executivă cât și mai ales cu puterea legiuitoare, cărora le supune deopotrivă la amândouă soluțiuni practice cu caracter legislativ, firește, pentru înlăturarea neajunsurilor de ordin legislativ constatate*.

Și a comunica cu ministrul justiției înseamnă oare a fi subordonat lui? Dar atunci în zadar mai vorbim de puterea judecătorească. Notăm că și primul președinte al Casației, face un raport anual, exact cu acelaș obiect, către ministrul justiției.

e) Un alt argument din care ar urma că C. L. ar fi un organ al puterii executive după părerea d-lui Paul Negulescu ar fi (cităm) „Art. 15 și 20 (din legea pentru org. C. L.) supune condițiunilor din statutul funcționarilor pe membrii consiliului, (autorul nu utilizează

nici odată inițialele capitale pentru Consiliul Legislativ, desigur tot pentru că este un organ al puterii executive) ceea ce nu s'ar putea concepe dacă ar face parte din puterea legislativă". Ori este destul să spunem că art. 2 din statut exclude dela aplicarea sa, după criterii de o cu totul altă natură nu numai pe funcționarii corpurilor legiuitoare, care în nici un caz nu fac parte din puterea legiuitoare, ci sunt simpli funcționari de administrație, dar și pe prefecți, primari, secretari generali și miniștri care sunt toți membrii proeminenți ai puterii executive, precum și pe episcopi și mitropoliți; dar în schimb statutul se aplică în partea sa generală membrilor puterii judecătorești, în exact aceeași măsură ca și membrilor C. L.

f) Se relevă ca un argument peremptoriu că „art. 4 din lege ne spune că acest consiliu funcționează pe lângă Ministerul Justiției, fracțiunea puterii executive

Mai e oare nevoie să spunem că acest minister a fost înființat anume pentru a se ocupa cu administrația justiției, adică a puterii judecătorești și că prin urmare, din moment ce membrii C. L. au fost puși sub oblăduirea legii pentru organizarea judecătorească, tocmai pentru a li se respecta în mod absolut independența lor față de puterea executivă, era absolut necesar pentru acest motiv ca chestiunile administrative ale C. L. să fie date tot în sarcina acestui Minister.

Și tot din legea pentru organizarea judecătorească decurge în mod logic și dreptul de privilegere al ministrului justiției, exact ca și pentru membrii puterii judecătorești, ceea ce nu poate constitui un argument cum că C. L. ar fi un organ al puterii executive.

Pentru determinarea caracterului C. L. nu trebuiesc considerate — și încă cu exclusivitate — neînsemnatele chestiuni de administrație inerente chiar și unui corp legislativ, ci trebuie să ne ridicăm mai sus la cercetarea a însăși scopului și origini acestei înalte instituții publice, pentru ca prin ele să stabilim nu numai valoarea organizării date prin legea sa organică, dar și cea mai perfectă organizare posibilă în raport cu determinismul constituțional. Și în nici un caz dispozițiuni, și încă de o atât de secundară importanță, ale unei legi ordinare, nu pot avea precădere înaintea textului categoric al Constituției.

Această importantă problemă o vom expune-o însă la sfârșitul acestui articol, când vom preciza și valoarea citatului din Carré de Malberg al d-lui specialist Gruia.

Cu acestea am terminat expunerea valorii tuturor argumentelor d-lui Prof. Paul Negulescu și avem certitudinea că cititorul va sesiza cu ușurință de partea cui este dreptatea. Treceam la „criticile” d-lui Gruia.

Cu d. avocat situația este și mai caracteristică, ca să întrebuițez propria sa expresie. D-sa în calitate de avocat al „salonului refuzaților” ai căruia membrii sunt solidarizați numai prin adversitatea împotriva Consiliului Legislativ în care n'au reușit să pătrundă, și prin dorința unor catedre universitare pe care speră să le capete prin anumite maniere, d-sa se manifestă dela început și până la sfârșitul articolului ce-l publică în No. 40 al *Curierului Judiciar* foarte străin bunei credințe.

Astfel la p. 630, col. I jos, reluând acuzațiunea atât de nedreaptă ce mi-o aduce d-l Paul Negulescu, d-sa încearcă chiar să-mi pue între ghilimele acea pretinsă părere a mea, că adică eu aș fi scris: „Consiliul de miniștri este posesor al inițiativei legale și organ al puterii legiuitoare...”. Am arătat mai sus care este adevărul și forma în care am scris părerea mea în această ches-

tiune, relev ez numai intențiunea evidentă a d-lui Gruia de a mă coborî, în ochii cititorului, prin astfel de inexactități.

Deasemeni este absolut inexact că ași fi scris: „Consiliul Legislativ controlează activitatea Parlamentului”. Subsemnatul am scris la pag. 579 *Curierul Judiciar*: „Consiliul Legislativ nu ajută numai la opera legislativă din inițiativa guvernului (pe care acesta o exercită în numele Regelui), dar el exercită și un drept de control constituțional asupra ei (adică asupra acestei opere legislative din inițiativa guvernului) punând la dispoziția parlamentului criticile și propunerile sale concrete privitoare la fiecare proiect în parte (pentru ca pe baza lor Parlamentul nu C. L. să controleze opera guvernului, firește în caz când observațiunile C. L. nu ar fi fost însușite de guvern. Ideea noastră este absolut clară și evidentă. Desigur d. avocat a înțeles-o și a denaturat-o cu intenție. D-sa a procedat astfel, fiindcă știe că cititorul nostru comod, nu-și pune sub ochi atunci când citește o critică, și lucrarea criticată, și că astfel până la răspunsul nostru, d-sa știa bine că opera sa de denaturare va fi indus în eroare pe mulți cititori de bună credință.

Recunoaștem însă că lipsa de bună credință a d-lui avocat este compensată prin o egală putere de înțelegere. Astfel d-sa din singurul citat exact pe care-l face (citât din Cursul nostru elementar de drept administrativ român pag. 18) deduce că noi ne-am fi contractat, afirmând că C. L. este un organ al puterii executive. Iată citatul în cauză: „In fine tot de Ministere mai atârână și unele instituții centrale care au o evidentă independență de organizare și funcționare, fără a avea însă personalitate morală, fără a avea patrimoniu propriu. Astfel de instituțiuni sunt Consiliul Legislativ și Inalta Curte de Conturi. *Consiliul Legislativ este un organ consultativ al puterii legiuitoare*”. Mai întâi relevăm că spunem categoric chiar și în acest loc citat că C. L. este un organ consultativ al puterii legiuitoare și deci nu mai poate fi nici o îndoială asupra concepțiunii noastre. Și dacă totuși spunem că C. L. atârână de un minister (Justiție) apoi acesta este un simplu adevăr decurgând din faptul că C. L. este organizat și funcționează ca și toate instituțiile puterii judecătorești cu membri numiți, inamovibili și salariați cu salariu fix și cu drept de pensie. Mă mir că d. avocat nu a înțeles că după părerea sa și puterea judecătorească este o putere . . . executivă. Că doar noi am specificat: instituțiuni nu servicii, cu o evidentă independență de organizare și funcționare. Recunoaștem totuși că am omis de a cita în acest loc și instituțiunile puterii judecătorești, alături de Consiliul Legislativ și Curtea de Conturi.

Deasemeni d-sa nu înțelege de ce într'un aviz al C. L. privitor la armonizarea salariilor, s'a stabilit în prealabil caracterul de organ al puterii legiuitoare al C. L. pentru fixarea locului său în ierarhia salariilor. Și totuși C. L. era îndreptățit s'o facă, căci din moment ce C. L. este factor al puterii legiuitoare, el se află neapărat pe picior de perfectă egalitate cu adunările legiuitoare și ca atare deci C. L. este în fruntea uneia din cele trei puteri în Stat. Și cum membrii săi, întocmai ca și membrii puterii judecătorești, sunt funcționari inamovibili și cu salariu fix, este firesc și necesar ca în ierarhia salariilor ei să se afle în acelaș grad ca și membrii inamovibili și salariați ai Inaltei Curți de Casație, care se află în fruntea unei alte puteri în Stat și anume a puterii judecătorești.

Din nenumăratele denaturări ale d-lui Gruia cu care

și-a alcătuit cele 12 coloane ale articolului d-sale din *Curierul Judiciar*, vom mai releva la pag. 628, col. I jos, d-sa pretinde că subsemnatul ar fi spus: „că existența Consiliului Legislativ este de ordin constituțional, ca atare el aparține puterii legiuitoare”, în timp ce noi am scris la pag. 579, *Curierul Judiciar*, col. II, jos: „Consiliul Legislativ are o existență de ordin constituțional, tocmai fiindcă este un organ al unei puteri în Stat și anume al puterii legiuitoare”.

Pentru că aici discutăm în special locul C. L. în organizarea noastră constituțională, trecem peste alte inexactități de același fel ale d-lui avocat Gruia, privitoare la preținse păreri ale noastre din „Curs elementar de Drept administrativ român” și care nu privesc de loc problema în discuție.

În privința „argumentelor” d-lui avocat, ele sunt simpla reeditare a aceluia ale d-lui Paul Negulescu pe care le-am discutat mai sus. Cu acest prilej relevăm că este inexactă afirmația d-lui Gruia că în articolul nostru din *Curierul Judiciar* am fi reproduș pe d-l Filitti, al cărui interesant articol nici nu-l cunoșteam, când a apărut articolul nostru.

Ca critic obiectiv, trebuie să relevăm și originalitatea d-lui avocat, atunci când la pag. 629, col. I, jos, o mite sancțiunea dintre elementele procedurii legislative, ceea ce constituie cu adevărat o concepție proprie și atât de interesantă a d-sale!

Aceasta este corectitudinea critică și competența d-lui avocat Ion V. Gruia. Aprecieze cititorul însuși și direcțiunea *Curierului Judiciar* valoarea articolului d-sale. Noi vom termina cu acest „specialist” menționând că în Revista Penală Nr. 4 și 5 din 1926 am mai avut prilejul să atragem atențiunea asupra meritelor d-sale. Acesta să-i fie răspunsul? E prea târziu pentru un răspuns și e prea de vreme pentru un astfel de răspuns.

* * *

Va urma a doua și ultima parte a articolului nostru, în care vom expune pe scurt caracterul Consiliului Legislativ (ca organ component al puterii legiuitoare), insistând asupra naturei și efectului actului său legislativ.

IULIU PASCU

București, 9 Decembrie 1927.

O datorie de împlinit cu privire la legea electorală

Toți acei, cari au studiat câtuși de puțin legea electorală pentru Adunarea deputaților și Senat, vor înțelege prea ușor scopul urmărit de legiuitor, când a alcătuit cu magistrați organele de aplicare ale acestei legi.

Fără îndoială, că intențiunea legiuitorului a fost atunci, de a asigura în felul acesta într-o chestiune de înaltă ordine socială aplicarea, dârje, efectivă și generală a acestei legi, născută din necesitatea inevitabilă de a asigura în viața publică, în raport direct cu interesele obștești, exercitiu liber al dreptului de vot.

De aceea, se cuvine dela sine, ca activitatea desfășurată de aceste organe, la o epocă bine determinată, să fie fondată pe principiile nealterate ale legii, în cât să suprimă, orice manifestări, cari ar putea duce la crearea unor concluziuni caracterizate ca fiind lipsite de respectul legalității.

Cu toate acestea, dacă considerăm îngăduința ce se

făcu până acum fiecărui alegător din comună urbană, cu privire la procedura votării, se găsește că este în contrarietate flagrantă cu dispozițiunile legii.

În adevăr, se găsesc în lege vădite și imperative dispozițiuni, cari obligă pe acești alegători să-și exercite dreptul de vot, cu cărți de alegător având asupra lor fotografia fiecăruia.

Unul din exponenții cei mai îndârjiți ai legii prescrie chiar sancțiunea expresă de nulitate pentru orice carte cu o formă alta decât cea arătată de lege.

Așa că îngăduința ce se făcu acestor alegători de a exercita dreptul de vot cu cărți, cari nu purtau cel puțin un vâl, o umbră de fotografie, capătă caracterul unui postulat absolut al ilegalității.

Se pare, că starea aceasta de lucruri, în toată întinderea ei rezidă neapărat în lipsa de timp strict necesar pentru a modifica chiar în mod grăbit conceptul juridic al legiuitorului și a fixa alte clauze obligatorii mult mai ușoare decât cele arătate de art. 18 din lege.

Dar, este cu totul adevărat, că legea constituie un act emanat dela o autoritate superioară, de existența căruia magistratul nu se poate atinge să-l schimbe după împrejurările trecătoare ale momentului.

Magistratul, care încearcă desființarea sau schimbarea legii după situațiunea prezentă a lucrurilor, calcă principiile esențiale ale constituției, care arată că puterea judecătorească dată magistratilor, de a aplica legea este cu totul distinctă de putere legislativă dată corporilor leuitorare, de a face legile.

De aceea magistratii ori de câte ori se vor mai afla în fața unor chestiuni ca aceea arătată, trebuie să le privească dintr'un punct de vedere exclusiv stăpânitor, care să nu fie în afară nici de principiile legii electorale, nici de principiile constituționale.

Atitudinea aceasta apare acum ca singură indicată considerând, că orice cutezanță în viitor, de a slăbi ideea de dreptate prin generalizarea unor cazuri izolate pe care le pune în discuțiune o sistemă de administrare ilegală, ori prin tăgăduirea celei mai legale proceduri, duce la slăbirea însăși a uneia din condițiunile de viață a societății.

Cunoscându-se toate acestea se așteaptă din partea celor cu cădere împlinirea datoriei de a înlătura prin schimbarea legii, o stare de lucruri, cari prin natura lor s'au constatat, că nu pot fi de loc folosite.

CONST. ALEXANDRESCU

Jude președinte, — Ocnele Mari

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 7 Martie, 1927

Președinția D-lui GH. V. BUZDUGAN Prim.-președ.

Tudor Ghiță cu Ghiță R. Dumitru

Decizia No. 646 *)

Jurământ decizoriu. Refuzarea lui pur și simplu la prima instanță. Tranzacție definitivă. Nu mai poate fi primit în apel. Art. 1214, 1711 cod. civ. și 332 pr. civ.

Prin deferirea sau referirea jurământului decizoriu se operează între părți o tranzacție obligatorie, în sensul că, după cum prevede art. 1211 c. c. diferendul dintre ele, asupra căruia s'a deferit, sau referit jurământul, să se considere definitiv rezolvat în favoarea uneia din părți care îl va presta, sau în defavoarea uneia care va refuza.

*) Dată după divergență.

Odată făcută o asemenea tranzacție, părțile nu mai pot reveni asupra ei, căci ea are între ele puterea unei sentințe neapelabile, după cum rezultă din art. 1214 c. c. comb. cu art. 1711 c. c.

De aici rezultă că, partea care la prima instanță a refuzat prestarea jurământului ce i s'a deferit, fără să invoace un motiv legal de opunere, pierde judecata în mod definitiv și nu mai poate primi și presta acest jurământ în instanța de apel, întrucât din caracterul devolutiv al apelului nu rezultă că, în această instanță se poate reveni asupra recunoașterilor, mărturisirilor și tranzacțiilor făcute la prima instanță.

Curtea,

Ascultând cetirea raportului făcut în cauză de d-l consilier D. Florescu; pe d-l avocat Pompiliu Ioaniteșcu în desvoltarea motivelor de casare și pe d-l avocat Vasile Antonescu în combateri, și

Deliberând,

Asupra recursului făcut de Tudor Ghiță contra sentinței Nr. 418-1925 a Tribunalului Buzău, s. I, dată în proces cu Ghiță R. Dumitru pentru anulare de act de vânzare.

Văzând motivul de casare astfel enunțat:

„Violarea dispozițiilor art. 1208-1218 din codul civil prin o greșită interpretare din partea Tribunalului care a pronunțat sentința civilă cu Nr. 418 din 925”.

Având în vedere sentința atacată din care rezultă că, recurentul Tudor Ghiță intentând la judecătoria de ocol, acțiune în contra intimatului Dumitru R. Ghiță, pentru anularea actului aut. de Tribunalul Buzău la Nr. 4082-923 prin care îi vinde anume avere imobilă, în dovedirea cererii sale numitul a deferit intimatului, înaintea Judecătoriei de ocol, jurământ decizoriu asupra chestiunii — determinante în soluționarea procesului — de a se ști dacă prețul vânzării i-a fost plătit sau nu: că intimatul refuzând prestarea acestui jurământ, formulat și depus în scris la dosar, fără a face nici o rezervă și fără a-l referi recurentului cum legea îi dă dreptul, iud. de ocol a admis pe acest temei acțiunea intentată de recurent, anulând vânzarea și obligând pe intimat a restitui averea în discuțiune;

Că, intimatul atacând cu apel Cartea de judecată, Tribunalul, prin sentința depusă astăzi în recurs, dată asupra opozițiunii făcute de dânsul, contra primei sentințe prin care i s'a respins ca nesustinit apelul, luând act de declarația sa că, acceptă jurământul refuzat la prima instanță, motivează că, apelul fiind devolutiv de instanță, cererea sa este admisibilă în drept și pe baza declarațiunii sale că a achitat vânzătorului recurent tot prețul vânzării, a respins ca nefondată acțiunea acestuia;

Având în vedere că, această soluțiune este criticată prin motivul de casare pentru violarea și greșita interpretare a art. 1208—1218 c. c., susținându-se de către recurent că, pe temeiul tranzacțiunii încheiate prin deferirea jurământului și refuzarea prestării lui, fără nici o justificare la prima instanță, intimatul nu mai putea primi și presta în apel acest jurământ;

Considerând că, prin deferirea sau referirea jurământului decizoriu, se operează între părțile litigante o tranzacțiune obligatorie, în sensul că, după cum prevede art. 1211 c. c. diferendul dintre ele, asupra căruia s'a deferit sau referit jurământul, să se considere definitiv rezolvat, în favoarea aceleia dintre părți care îl va presta, sau în defavoarea aceleia care va refuza;

Considerând, că odată făcută asemenea tranzacțiune părțile nu mai pot reveni asupra ei, ci ea are între

ele puterea unei sentințe neapelabile, după cum acesta rezultă din art. 1214 combinat cu art. 1711 c. civ.;

Că din acest principiu rezultă că partea care la prima instanță a refuzat prestarea jurământului ce i s'a deferit, fără să invoace vre-un motiv legal de opunere urmează să piardă judecata în mod definitiv, căci conform art. 1711 c. c. tranzacțiunea făcută, nu mai poate să fie supusă judecății în apel.

Considerând că, deși prin art. 332 pr. civ. se prevede că, procedurile doveditoare, făcute la prima instanță, se vor putea face din nou în apel, totuși, din caracterul devolutiv al apelului nu rezultă că în a doua instanță se poate reveni asupra recunoașterilor, mărturisirilor și tranzacțiunilor făcute de părți la prima instanță, ci rezultă numai că în apel se poate face din nou lucrări pregătitoare pentru descoperirea adevărului atunci când ele n'au fost complet și legalmente făcute la prima instanță, și în asemenea categorie nu poate să intre tranzacțiunea asupra unui jurământ deferit și refuzat acolo, căci prin ea s'a rezolvat deja judecata dintre părți;

Că, în speță fiind constant că, intimatul a refuzat înaintea primei instanțe, prestarea jurământului deferit, fără a face nici o rezervă și fără a ridica nici o obiecțiune că ar fi neconcludent sau vexatoriu, etc. Tribunalul numai cu violarea și greșita interpretare a textelor de lege invocate, i-a putut admite prestarea acestui jurământ în instanța de apel, pe considerațiuni de procedură cari, după cum s'a arătat, nu pot avea aplicațiune în speță.

Că, astfel fiind motivul de casare devenind întemeiat, recursul se admite, iar în fond pe temeiul aceluiași considerațiuni urmând a se decide că sentința primei instanțe are caracter de lucru judecat, apelul intimatului îndreptat contra ei, este a se respinge ca inadmisibil.

Pentru aceste motive, Curtea, admite recursul și respinge, ca inadmisibil apelul făcut de Dumitru R. Ghiță.

INALTA CURTE DE CAS. ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 16 Iunie 1927

Președinția d-lui V. TĂTARU, Consilier

Contra miral Negrescu și alții cu Marieta I. Simion

Decizia No. 1670

Chirii. Funcționar public. Dreptul de prelungire. Art. 5, alin. 1 din legea din 1924.

Legea distingând situația particularilor de aceea a funcționarilor și stabilind că aceștia pierd dreptul de prelungire după un an dela transferare, calitatea de funcționar public atrage după sine principala așezare a funcționarului în localitatea de reședință a funcțiunii, deci cestiunea principalei așezări pentru funcționarii publici este o cestiune de drept.

O delegațiune sau o detașare vremelnică presupune existența funcțiunii permanente a funcționarului într-un serviciu determinat din care ar fi deplasat în îndeplinirea unei însărcinări limitate în timp, sau să aibă un caracter provizoriu.

Curtea,

Asupra recursului făcut de contra Amiral N. Negrescu contra sentinței nr. 269-927, dată de Tribunalul Ilfov S. IV-a.

Văzând motivul I de casare astfel formulat:

„Rea interpretare și greșită aplicațiune a art. 5, alin. 1, și 2,

violarea art. 6, alin. 1, din legea chiriilor din 27 Martie 1924 și exces de putere”.

Având în vedere sentința atacată cu recurs din care rezultă că intimata Marieta Simion, a chemat în judecată pe recurent, chiriașul său, pentru a se constata judecătorește că numitul deține fără nici un drept imobilul situat în București Luigi Cazzavilan No. 31, întrucât nu beneficiază de prelungire prin faptul că nu are principala sa așezare în localitate, nu se folosește personal și în mod efectiv de imobil, că are un venit mai mare de 400.000 lei și nu a plătit chiria la termen.

Că această acțiune a fost respinsă de Judecătoria de Ocol, dar în urma apelului făcut de proprietară, Tribunalul prin sentința atacată cu recurs, reformează hotărârea primei instanțe și admite acțiunea.

Având în vedere că pentru a hotări astfel Tribunalul constată că chiriașul recurent fiind numit delegat ajutor în Comisiunea Dunăreană din Bratislava, nu mai are principala sa așezare în București, ci în Bratislava, astfel că nu îndeplinește cerințele art. 5 al legii din 1924, pentru a beneficia de prelungire.

Având în vedere că prin motivul I de casare recurentul susține că numai prin greșita interpretare și aplicare a art. 5 alin. 1 și 2, violarea art. 6 alin. 1 și exces de putere, Tribunalul a admis acțiunea ce i s'a intentat de intimat deoarece pe de o parte condițiunea principalei așezări fiind o chestiune de fapt atât pentru particulari cât și pentru funcționarii publici, nu putea Tribunalul să-l considere că are principala așezare în Bratislava, numai pe motivul că a fost numit delegat ajutor la Comisiunea Dunăreană din acel oraș, ci trebuia să constate dacă în fapt locuiește sau nu în București, iar sarcina de a dovedi unde are chiriașul principala așezare incumbă reclamantei; pe de altă parte arată recurentul că și în ipoteza contrarie susținerii de mai sus, el tot nu putea fi evacuat pe baza art. 5, deoarece potrivit art. 6 din legea chiriilor funcționarii publici trimiși în străinătate cu însărcinări vremelnice, își păstrează locuința pentru familiile lor, beneficiind de prelungire, ori recurentul intră în prevederile acestui text, după cum a dovedit cu certificatul Ministerului de Externe din care rezultă caracterul vremelnic al misiunii sale, pe care certificat însă, Tribunalul l-a înlăturat cu exces de putere.

Considerând că întrucât calitatea de funcționar public atrage după sine principala așezare a funcționarului în localitatea de reședință a funcțiunii, bine a hotărât Tribunalul că pentru funcționarii publici chestiunea principalei așezări este o chestiune de drept.

Că în această privință, legea chiriilor distinge situațiunea particularilor de aceia a funcționarilor, stabilind că aceștia din urmă pierd dreptul de prelungire, după un an dela transferare, fără a mai fi deci necesar de a dovedi dacă și de drept și-au strămutat așezarea în localitatea în care au fost permutați situațiune în care urmează a fi cuprinși și funcționarii numiți în alt loc decât acela în care se găsește imobilul închiriat;

Că deci, din moment ce instanța de apel a stabilit că recurentul este funcționar public la Bratislava și că funcțiunea acestuia este permanentă iar nu vremelnică, a fost în drept să constate că are principala sa așezare la Bratislava, astfel că prima parte a motivului I de casare este neîntemeiată.

Că de asemenea este neîntemeiată și partea II-a a motivului de casare, prin care recurentul susține că în orice caz beneficiază de prelungire conform art.

6, alin. 1, deoarece acest text fiind privitor numai la funcționarii publici detașați și ca atare își păstrează funcțiunea în localitatea în care pretind beneficiul prelungirii, zisul text nu este aplicabil în speță, unde este vorba de un particular numit într'un post vacant, recurentul neputând pretinde că a fost detașat în altă localitate, deoarece la data numirii sale ca ajutor-delegat, el nu era funcționar public în București, ca astfel să poată fi detașat cu funcțiunea la Bratislava, ci a fost numit direct în funcția vacantă cu sediul în acest oraș.

În ce privește afirmațiunea recurentului că prin exces de putere Tribunalul i-a înlăturat certificatul Ministerului de Externe prin care dovedea caracterul vremelnic al funcțiunii sale la Bratislava, ea este neîntemeiată, deoarece pentru ca funcția recurentului să fie vremelnică, ea trebuia să fie limitată în timp, sau să aibă un caracter provizoriu, ori pe de o parte recurentul nu a dovedit că a fost numit pe un termen fix, iar pe de altă parte Tribunalul, din decretul de numire publicat în Monitorul Oficial, din certificatul Ministerului de Externe și din tratatul de pace dela Versailles, constată în mod suveran că din interpretarea acestora rezultă că funcțiunea recurentului este permanentă, iar sensul cuvântului „temporar” din certificatul Ministerului de Externe, este că recurentul a fost numit într'un post revocabil ce depinde de Ministerul de Externe iar nu dintr'un post inamovibil.

Că deci, Tribunalul nu numai că n'a înlăturat certificatul dar chiar l'a avut în vedere și l-a examinat în mod amănunțit, iar interpretarea ce a dat cuprinsului scapă controlului acestei Curți.

Că deci motivul I de casare, fiind neîntemeiat recursul urmează a fi respins.

Că întrucât prin respingerea motivului I de casare soluțiunea dată de instanța de apel se menține pe considerentul că recurentul având principala așezare la Bratislava, conform art. 5, nu beneficiază de prelungire, devine fără interes examinarea celorlalte motive care chiar de ar fi întemeiate nu pot schimba soluția dată și deci recursul urmează a fi respins.

Pentru aceste motive, Curtea, respinge recursul, etc.

TRIBUNALUL ILFOV, SECȚIA IV Civ. Corecț.

Audiența dela 16 Martie 1927

Presedinția d-lui GHINEA C-TINESCU. Judecător

Marieta I. Simion cu Contra amiral N. Negrescu

Chirii. Funcționar public. Dreptul de prelungire. Art. 5 alin. 1 din legea din 1924.

Legea chiriilor din 1924 fixând între altele ca norme generale ce privesc pe toți chiriașii condițiunea de a avea principala așezare în localitate, de a se folosi personal de imobil și de a-l ocupa în mod efectiv, a prevăzut excepțiuni dela acest principiu privind pe funcționarii publici edictând că aceștia pierd dreptul de prelungire după un an dela transferare, afară de cei detașați în mod vremelnic sau delegați în alte însărcinări în țară sau străinătate.

În asemenea condițiuni nu poate fi considerată ca o însărcinare vremelnică numirea directă într'un post de delegat-ajutor în comisiunea internațională a Dunării, de oarece această numire făcându-se într'un post existent al cărui sediu este la Bratislava nu poate fi vorba de o detașare.

Tribunalul,

Asupra apelului făcut de Marieta I. Simion cu autorizația so-

țului său I. Simion, contra cărței de judecată No. 78 a judec. ocol. 3 București, prin care s'a respins acțiunea ce a intentat contra d-lor Amiral I. Negrescu, Elena Dr. Constantinescu.

Având în vedere, prin această acțiune reclamanta a cerut să se constate judecătorește, că pârâțul Amiral Negrescu, chiriașul imobilului din str. Luigi Cazzavilan 31, deține fără drept acest imobil, nu se bucură de beneficiul legii din Martie 1924, prin faptul că nu are principala așezare în localitate, nu se folosește personal, și în mod efectiv de imobil, că are un venit mai mare de 400.000 lei, și că nu a plătit chiria la termen.

Având în vedere că, judec. de ocol, a respins acțiunea pe motivul că pârâțul Amiral Negrescu în calitate de delegat ajutor al Comisiunii Dunărene la Bratislava, are numai o delegațiune vremelnică; că suma ce primește lunar în această calitate este diurnă care nu intră în calculul venitului global, iar în ce privește plata chiriei, contractul fiind pe stil vechiu, chiria a fost plătită în termen.

Că contra acestei cărți de judecată s'a făcut apel de proprietară, motivat că pârâțul pensionar, militar, fiind numit prin Înaltul decret Regal No. 2685 din 923 delegat ajutor în Comisiunea Dunăreană la Bratislava, d-sa nu mai are principala așezare în București, condițiunea cerută de art. 5 legea din 1924, că are un venit de peste 400.000 lei și că a plătit chiria peste termen.

Având în vedere că, pârâțul a recunoscut calitatea funcțiunii sale, dar a obiectat că ea nu are caracter stabil, această misiune, — fiind deplasabilă, adăugând că mai tot timpul este în București, prezentând în acest sens un certificat al Circumscripției respective.

Că dar, cesiunea supusă discuției în rezolvarea procesului, este a vedea dacă pârâțul Amiral Negrescu, prin serviciul ce îndeplinește în străinătate, menține totuși principala sa așezare în localitate (București) și deci se poate bucura de prelungirea contractului.

Având în vedere că, legea din Martie 1924, subordonează beneficiile ei de prelungire împlinirii din partea chiriașilor, între altele, și a următoarelor două condițiuni: 1) să aibă principala așezare în localitate și 2) să se folosească de imobil personal și să-l ocupe în mod efectiv.

Considerând că, legiuitorul fixând aceste două condițiuni ca norme generale ce privesc pe toți chiriași, a prevăzut și cazuri care constituie excepțiuni de la acest principiu, ca privind pe funcționarii publici, dispunând prin art. 6: „funcționarii publici, de orice categorie și grad, civili, militari și eclesiastici, *transferați*, pierd dreptul de prelungire de locuință *după un an* de la transferare, afară de cei detașați cu serviciul vremelnic sau alte însărcinări în țară sau străinătate, cari își pot păstra locuința pentru familiile lor”.

Că analizând aceste dispozițiuni ale legii, rezultă că dacă pentru particulari, condițiunea de principală așezare în localitate este o chestiune de fapt, supusă aprecierii a diferitor împrejurări ca: ocupatiunea chiriașului, centrul activității sale, interesele ce are — considerațiuni de ordin pur personal; pentru funcționari, toate acestea sunt primite de sediul funcțiunii, care constituie condițiunea principală avută în vedere — de legiuitor, indiferent de deplasările impuse de îndeplinirea serviciului.

Că dat fiind caracterul excepțional al legii, nu poate fi loc la interpretare, legea precizând situațiunile când funcționarul, în interesul serviciului, primește însărcinări în afară de reședința funcțiunii sale.

Că dar, în ce privește pe funcționari, legea declarând categoric, pierderea beneficiului de prelungire la locuință în caz de transferare, urmează că acest drept este legat de îndeplinirea serviciului în localitate, afară de cazurile expres prevăzute: detașare sau diferite însărcinări vremelnice în afară de localitate, când locul funcțiunii — al postului — rămâne neschimbat și funcționarul își păstrează locuința, revenind apoi, după îndeplinirea sarcinii, la locul său.

Având în vedere că, în speță, din copia de pe „Monitorul

Oficial” No. 55 din 923, se constată că d-l contra amiral Negrescu, prin I. D. R. No. 9885 a fost numit pe ziua de 1 Iunie 1923, delegat ajutor al României în Comisiunea Internațională a Dunărei, a cărei reședință este la Bratislava, în Cehoslovacia, deci într-o funcțiune în afară de localitate.

Având în vedere că, numitul prin apărătorul său a recunoscut calitatea sa de delegat-ajutor în Comisiunea Internațională a Dunărei la Bratislava, obiectând că d-sa fiind încadrat în personalul diurnist al Ministerului de externe, are o misiune vremelnică și revocabilă, D-sa stând mai tot timpul în București, prezentând în acest sens un certificat al Circ. respective, cum și un certificat al Ministerului de Externe cu No. 65160 din 926.

Considerând că, această numire în postul arătat printr'un decret Regal, nu poate fi socotită ca o însărcinare vremelnică, deoarece decretul indică o numire într'un post existent al cărui sediu, după cum îl arată chiar actul opus de pârât, — Bugetul Ministerului de Externe — este la Bratislava; deci nu poate fi vorba de detașare sau o misiune vremelnică.

Că o delegațiune sau o detașare vremelnică presupune existența funcțiunii permanente a funcționarului într'un serviciu determinat care apoi ar fi deplasat pentru un timp oarecare, în îndeplinirea unei anumite însărcinări; ori, în cazul de față pârâțul nu se găsește funcționar în țară, de unde să fi fost detașat în misiunea ce pretinde că are.

Că, certificatul Ministerului de Externe pe care l'a prezentat și în care se atestă că numitul funcționează în acel departament având misiune temporară de delegat-ajutor la Comisiunea Internațională a Dunărei, nu schimbă situațiunea constatată prin Decretul de numire, acest act neavând alt înțeles decât, că postul ocupat de pârât depinde de Ministerul de Externe, care-l și retribuește.

Sustinerrea pârâțului că misiunea sa ar fi temporară, iarăși nu schimbă caracterul situațiunii sale de funcționar, în care se găsește din anul 1923; — cât timp Decretul Regal constată o numire care ființează și în prezent.

Că, din certificatul prezentat de apelant, rezultă că întințatul — Ofițer în retragere și funcționar — odată numit în acest post, a fost pus în opțiune cu pensia, astfel că și din acest punct de vedere, rezultând o incompatibilitate între calitatea de pensionar și funcționar, se învederează că nu e vorba de o însărcinare vremelnică și obligatorie, ci o situațiune desigur solicitată și acceptată de numitul, care nu poate legitimă dreptul ce acesta pretinde, de a-și păstra locuința pentru familie, iar serviciul în altă localitate.

Faptul că ar stă mai tot timpul în Capitală după cum cată a dovedi cu certificatul Circ., iar nu cu act de la Ministerul respectiv nu are nici o importanță în cauză, dacă într'adevăr este tolerat sau serviciul îi îngăduie aceasta, deoarece după cum am demonstrat mai sus, principala sa așezare este determinată de reședința funcțiunii.

Că, pentru aceiași considerațiune, nu poate fi luată în seamă nici alegațiunea sa, că Comisiunea Dunăreană s'ar întruni de două ori pe an, neavând un sediu permanent, ci mobil, în diferite localități. Căci, pe de o parte din chiar actul prezentat de parte — bugetul Ministerului de Externe — se vede reședința Comisiunii la Bratislava (Cehoslovacia), iar pe de alta, în lipsa oricărei dovezi formale despre natura și modul serviciului ce numitul îndeplinește, Tribunalul din susținerile și actul menționat, înțelege că este vorba de o Comisiune Internațională permanentă în care România își are reprezentanții săi, situațiune care implică prezența acolo celui care reprezintă Statul. Încât această susținere rămâne o simplă alegațiune și în orice caz nu este întemeiată.

Considerând, că nici din punctul de vedere al salarizării ca fiind plătit cu indemnitate lunară (diurnă) numitul nu poate susține caracterul de misiune temporară a serviciului său, deoarece este indiferent de numirea dată în certificatul Ministerului și fondurile din care postul se plătește, întrucât chiar din acest act, se constată o indemnitate fixă și permanentă de

12.000 coroane cele lunare, pe care numitul o încasează, iar nu propriu zis de o diurnă pe care ar putea-o cumula cu pensia, fiind pus în opțiune pentru aceasta din urmă.

Că de altfel, ceea ce caracterizează situațiunea ce interesează în speță este calitatea de funcționar independent de condițiunile salarizării, leafa, sau diurnă — știut fiind că pot fi ca funcționarii chiar diurniști din diferite Ministere, astfel că și această opțiune cu privire la fondul de diurne din care ar fi plătit pârâtul, este neîntemeiată.

Considerând dar că din toate cele expuse rezultă că pârâtul fiind numit în postul de delegat-ajutor în Comisiunea Dunăreană a cărei reședință este la Bratislava, are o funcțiune în altă localitate și deci, principala sa așezare fiind determinată de sediul acestei funcțiuni conf. art. 5 din lege, nu se mai poate bucura de prelungirea contractului de închiriere, astfel că motivul prim de apel este întemeiat.

Având în vedere că, apelantul a invocat și faptul că pârâtul are un venit anual de peste 400.000 lei rezultat din salariul de 12.000 cor., ce primește lunar, ceea ce în lei redă peste 400.000 lei anual, servindu-se de certificatul Bursei No. 1916 din 1926.

Considerând că legea prin art. 5 alin. 8, prevede că chiriașul să nu fie impus la un venit global mai mare de 400.000 lei, oricare ar fi calitatea sa.

Având în vedere, că chiriașul a obiectat că primind o indemnitate socotită diurnă, ea nu intră în calculul venitului global, potrivit art. 16 și că, în orice caz, fiind numit în Iunie 1923, iar legea contrib. fixând ca bază de impunere venitul anului precedent suma la care a fost impus pe anul 1923, și care rămâne pe toată durata prelungirii, indiferent de creșterea venitului, corespunde unui impozit global de 217 lei anual, prezentând certificatul No. 13.146 din 1926.

Considerând că, în adevăr, legea prin art. 16, prevede că, pentru determinarea venitului anual al chiriașului, nu se va lua în considerare decât suma provenind din impozitul pe venitul global, adăugând că diurnele nu se socotesc în venit.

Considerând că, această dispozițiune privește fixarea sporului de chirie înaintea Comisiilor arbitrale, potrivit procedurii speciale prevăzute în lege, în scop de obținerea majorării chiriei pe durata prelungirii; — ea neputându-se să se aplice cazurilor ca cel de față, în care se cere evacuarea chiriașului ca fiind fără titlu pe motivul legal, că ar avea un venit mai mare de 400.000.

Că în speță, nu s'a pretins spor, ci liberarea imobilului ca fiind deținut fără drept, chiriașul neintrând în beneficiul legal, astfel că reclamantul poate susține motivul legal, cum că pârâtul nu se bucură de prelungire având un venit mai mare de 400.000 lei.

În ce privește diurna, legiuitorul n'a putut înțelege decât diurnele întâmplătoare, ca accesorii la funcțiunea lor, ori fiind stabilit că pârâtul, prin opțiunea pensiei, primește o indemnitate fixă și permanentă de circa 700.000 lei anual, acesta constituind venitul său impozabil, el este decăzut din beneficiul legii, deci și acest motiv de apel este întemeiat.

În ce privește al treilea motiv, cum că pârâtul nu a plătit chiria la termen pe semestrul Octombrie 1926—Aprilie 1927, care conform contractului urmă să fie achitată la 23 Septembrie.

Având în vedere, că intimatul răspunde că fiind vorba de un contract încheiat la 1926 pe stil vechi data de 6 Octombrie st. nou, când a plătit chiria corespunde datei de 23 Septembrie din contract, adăugând că fostul proprietar autorul apelului, a primit în 1916 chiria peste termen, prezentând o copie de chitanță oșebit că chiriașul și-a rezervat pri contract facultatea de a plăti până la 26 Octombrie stil vechiu.

Având în vedere că examinând contractul aflat în copie certificatul prezentat de reclamant, singurul aflător în tot dosarul, se constată că termenele de plată erau 23 Aprilie și 23 Septembrie cu clauza expresă că neplata chiriei la timp atrage rezilierea deplin drept a contractului.

Că, din scrisoarea datată 6 Oct. 1926, se constată că pârâtul, prin soția sa a consemnat chiria semestrului Oct. 1926—Aprilie 1927 pe ziua de 6 Octombrie, deci peste termenul prevăzut în contract.

Având în vedere că, obiecțiunea ridicată de pârât, asupra stilului nu e fondată, deoarece legea din 1924, urmând unificării stilului, calculul referitor la termene, cată a se face pe baza stilului nou, singurul în vigoare; dispoziția legii din 1924, din cartea de judecăt. referindu-se numai la partea exactă în timp de trei ani a prelungirii.

Chitanța prezentată de pârât din 17 Octombrie 1926, în copie, — constată primirea unei sume de bani de către o persoană care din contract ar rezultă că eră mandatarul proprietarului. — fără nici o specificare de calitate și de suma plății, și ori cum, față de disp. art. 15 legea chiriilor, care creiază pactul comisoriu legal, ea este inoperantă, fiind anterioară legii, chiriașul fiind obligat a executa clauzele din contract.

Susținerea pârâtului că și-ar fi rezervat prin contract facultatea de a plăti până la 26 Octombrie nu se dovedește, exemplarul de contract aflat la dosar, nearătând această posibilitate. ci contrariu, prin art. se inserează pactul comisoriu expres în caz de neplata chiriei la termen.

Că dacă în adevăr și-ar fi rezervat această posibilitate care anihilă pactul comisoriu, din conținutul contractului, urmă să fie acceptarea expresă a proprietarului astfel cum a susținut și apelantul prin motivele de apel, ceea ce nu s'a dovedit.

Că deci și acest al treilea motiv de apel este fondat.

Având în vedere că reclamanta prin acțiunea sa a mai cerut ca odată cu constatarea că Amiralul N. Negrescu deține fără drept imobilul din București, str. Luigi Cazavilan No. 31, să fie citată și d-ra Dr. Constantinescu și Eliza Constantinescu profesoară, pentru că hotărârea de evacuare ce se va da, să fie opozabilă și d-ilor.

Având în vedere că pârătele Elena Dr. Constantinescu și Eliza Constantinescu, deși au fost citate legal pentru azi, totuși nu se prezintă pentru a face vreo opunere.

Că așa fiind, apelul de față devine fondat și urmează a fi admis, ordonându-se evacuarea Amiralului Negrescu, Elena Dr. Constantinescu și Eliza Constantinescu.

Având în vedere în cererea de cheltuieli de judecată pe care Tribunalul apreciind le fixează la suma de lei 2.000.

Pentru aceste motive redactate de d-l judecător de ședință Ghinea Constantinescu, Tribunalul admite apelul, etc.

(ss) Ghinea Constantinescu, H. Zamfirescu.

JUDECATORIA BAILEȘTI I MIXTA DOIJ

Audiența dela 8 August 1927

Marin Roșițoiu azistat de d-l adv. Duma cu Elisabeta Ion St. Roșițoiu azistat de d-l adv. Fetoiu.

Carte de judecată civilă No. 656

Act de vânzare. Preț. Preț convertit în obligația de întreținere a vânzătorului. Validitate. Natura juridică a acestui contract. Contract de vânzare, nu contract numit. Neîndeplinirea obligațiunei de întreținere a vânzătorului. Rezilierea actului. Dacă s'ar putea împiedica rezilierea, dacă s'ar depune prețul vânzării. Soluție negativă. (Art. 1020, 1021, 1356, 1366, 1647 cod. civ.).

Obligațiunea de întreținere deși este o obligațiune de a face, nu se poate transforma numai în desdăinări în conformitate cu art. 1075 cod. civ., căci această dispozițiune a legii este făcută numai pentru a asigura respectul datorit de lege libertății individuale a debitorului, pentru a nu putea fi executat „manu militari” la îndeplinirea unei obligațiuni personale, iar nu, că prin aceasta, se constituie o derogare dela dispozițiunile art. 1020—1021 cod. civ. și deci nimic nu împiedică

pe creditor a cere desființarea contractului sinalagmatic intervenit.

In caz de vânzare cu prețul convertit în obligațiunea de întreținere, art. 1647 cod. civ. care nu dă drept creditorului să ceară restituirea fondului înstrăinat, nu se aplică; căci această dispozițiune specială nu se aplică decât la aceste contracte excepționale pe care legiuitorul român le-a văzut cu ochi răi, dovadă fiind desființarea renditelor perpetui, iar nu și la celelalte contracte sinalagmatice, care rămân a fi guvernate de principiile generale ale dreptului comun.

Contractul de vânzare, cu prețul convertit în obligațiunea de întreținere, deși se aseamănă cu contractele pe care doctrina și jurisprudența le califică ca contracte nenumite, nu este în ultimă analiză, decât tot un contract de vânzare, având un obiect și un preț determinat în bani, chiar dacă părțile au convenit ca în schimbul prețului stabilit, cumpărătorul să se oblighe a întreține pe vânzător.

Intrucât legea permite ca depunerea prețului să se facă mai târziu, nimic nu se opune ca părțile să stipuleze ca în locul prețului determinat, cumpărătorul să-și ia sarcina să îngrijească și întrețină pe vânzător în tot timpul vieții.

Judecătoria,

Asupra acțiunii civile de față al căruia obiect este de a se anula actul de vânzare autentificat la Nr. 543 din 1922, intervenit între reclamantul Marin Roșoiu și pârta Elisabeta Ion St. Roșoiu și prin care reclamantul vinde pârtei bucatile de pământ descrise prin acțiune, cu obligațiunea ca drept preț al vânzării de patru mii lei, cât este prevăzut în act, să-l întrețină cu cele trebuincioase vieții sale pe tot timpul cât va trăi, pe motivul că pârta nu și-a executat obligațiunile luate prin suszitul act.

Având în vedere cererile și susținerile părților, actele dela dosar, interogatoriile și concluziile scrise depuse de părți, precum și depozițiile martorilor audiați în cauză.

Considerând că din toate acestea se constată în fapt următoarele: reclamantul Marin Roșoiu vinde la 16 Mai 1922 pârtei Elisabeta Ion St. Roșoiu, soția unui nepot al său de fiu, averea prevăzută în acțiune, pe prețul de patru mii lei, preț pe care nu-l primește efectiv, dar în schimbul căruia pârta se obligă a întreține pe reclamant cât va trăi, cu locuință, alimente și îmbrăcăminte, iar după moarte să-l înmormânteze după obiceiul creștinesc.

La 13 August 1926 reclamantul pornește contra pârtei acțiunea de față pe motivele:

1) Că vânzarea nu este serioasă, nenumărându-i-se niciun ban; 2) că pârta nu și-a îndeplinit obligațiunile luate prin act de a-l întreține; 3) pentru că a atentat la viața sa, bătându-l și maltratându-l.

Având în vedere că atât din concluziunile verbale puse în instanță, cât și prin concluziile scrise depuse la dosar, se constată că reclamantul a desvoltat și susținut acțiunea numai pe motivul 2 din acțiune; că adică i-a refuzat întreținerea la care pârta se obligase la facerea actului, maltratându-l pentru a pleca din casa în care sta, și pe care el o dăduse pârtei, și a se duce aiurea.

Că astfel fiind, urmează a examina mai întâi în fapt dacă acest motiv de reziliere este fondat și dovedit și apoi a examina dacă în drept, acest motiv fiind întemeiat, poate duce la rezilierea contractului intervenit între părți, care, după cele susținute de reclamant este un contract nenumit, iar după cele susținute de pârta este un contract de vânzare, consecutiv cu o obligațiune de întreținere, în schimbul prețului convertit de patru mii lei.

In fapt:

Asupra motivului doi din acțiune:

Având în vedere că din actul de vânzare depus la dosar, se constată că pârta, în schimbul prețului vânzării, se obligase să întrețină pe reclamant cu locuință, alimente și îmbrăcăminte.

Că dat fiind caracterul de rudenie apropiată între reclamant și pârta, care era soția nepotului său de fiu, motivat și de faptul că reclamantul dase pârtei prin această vânzare chiar casa în care locuise împreună până aci, urmează în mod firesc, că obligațiunea pârtei de a-l întreține pe reclamant cu locuință, cuprinde în sine și obligațiunea de a-i face reclamantului posibilă șederea în acea casă, cu pârta, și fiind necontestat că pârta locuiește cu soțul său, urmează că dânsa trebuia și era obligată să-i facă posibilă șederea și cu acesta.

Considerând că din depozițiile martorilor reclamantului și anume: Ion Enache, se constată că pârta și soțul său, în iarna anului 1925, au dat afară, desculți în zăpadă, pe reclamant din casa lui, pe care o dăduse pârtei; din depoziția lui Gheorghe Prină se constată că acesta a întâlnit pe reclamant foarte amărât, mergând prin zăpadă și spunând că nepotul său, soțul pârtei l'a dat afară din casă; de asemenea și martorul Gheorghe S. Enea confirmă că reclamantul i se plângea mai de mult că nu i se dă de mâncare și că soțul pârtei într-o iarnă l'a dat pe reclamant afară din casă, fără ca pârta care era de față și era obligată să-i dea locuință, să intervină, ba din contră îl blestema și drăcuia, pe cel ce l'a adus pe reclamant în casă.

Că astfel fiind, din aceste depoziții de martori, se constată că pârta în unire cu soțul său, isgonind pe reclamant iarna din casă, în plus, blestemându-l și maltratându-l, a călcat una din obligațiunile principale ce-și luase prin act, de a întreține pe reclamant cu locuință, în casa dată pârtei.

Considerând că pe lângă aceste depozițiuni de martori, judecata găsește că pretențiunea reclamantului că a fost maltratată și isgonit din casă, rezultă implicit și din faptul că reclamantul a părăsit casa în care locuise până aci, și nu s'a mai reîntors, iar în ce privește pretențiunea pârtei că recl. n'a făcut dovada maltratărilor mai certe, ar fi să obligăm pe reclamant a face o dovadă imposibilă, fiind știut cât de intime sunt raporturile celor ce locuiesc în aceeași casă, fiind și rudă, cum este cazul în speță.

Având în vedere și depozițiile martorilor pârtei;

Considerând că nici din aceste depozițiuni nu se constată cu suficiență că cele susținute de reclamant și arătate de martorii săi, nu sunt adevărate.

Din contră:

Din depoziția martorului Stan Măgăreață, se constată că de un an, soful pârtei nu a mai voit ca martorul să-i dea reclamantului tutun și țuică pe datorie, după cum îi dăduse până aci, ceea ce contravine obligațiunei pârtei de a da alimente reclamantului, obligațiune ce nu putea încetă de drept, numai prin faptul, că reclamantul îi pornise acțiunea de față.

Din depoziția martorei Tinca Petre S. Enea se constată că și ea a auzit că reclamantul a fost gonit de pârta din casă și că știe că de atunci ea nu l'a mai îngrijit. Iar din depoziția martorei Maria Nic. M. S. Enea, se constată că pârta dela facerea procesului de față, nu l'a mai îngrijit pe reclamant, și ceea ce este mai grav, că a vândut sofului martorei parte din pământul dobândit dela reclamant, ceea ce dă de bănuit că pârta vrea să se sustragă obligațiunilor luate prin actul de vânzare și consecințele neîndeplinirii obligațiunilor luate.

Că astfel fiind, din depozițiile aprcape a tuturor martorilor, se constată că pârta și soțul său l'au isgonit pe reclamant iarna din casa sa și că i-a refuzat îngrijirile și alimentele necesare vieții, din momentul când a pornit procesul de față, fapte ce ar fi putut duce pe reclamant la mizerie, la boală

și chiar la moarte, dacă nu ar fi avut alt fiu la care să se adăpostească.

Prin aceste fapte, pârta și-a călcat obligațiunile luate prin act, de a întreține pe reclamant cu locuință și alimente.

Acestea fiind faptele, să examinăm în drept, dacă neexecutarea obligațiunilor luate de pârta prin actul a cărui anulare se cere, poate duce la rezilierea acestui act, în baza art. 1020—1021 cod. civ., sau, după cum cere pârta, numai la obligarea sa la daune potrivit art. 1075 cod. civ., sau numai a se cere să se sechestreze și să se vândă averea sa, potrivit art. 1647 c. civ., contractul intervenit în speță fiind asemănător contractului de rentă viageră.

In ceea ce privește pretențiunea pârtei, că neîndeplinirea obligațiunilor luate de d-sa prin act, să se transforme numai în daune, conf. art. 1075 cod. civ.

Considerând că este constant în drept, că obligațiunea de întreținere este o obligațiune de a face, nu de a da; că în conf. cu art. 1075 cod. civ., obligațiunea de a face, se schimbă în desdăunări în caz de neexecuțiune din partea debitorului.

Considerând că această dispozițiune a legii este făcută numai pentru a asigura respectul datorit de lege libertății individuale a debitorului, așa încât să nu poată fi silit „maru militari” a executa o obligațiune personală a sa, iar nu că prin această se constituie o derogare dela dispozițiunile art. 1021 cod. civ., care formează regula comună în materie de contracte sinalagmatici — cum este cazul în speță — nimic neîmpiedicând pe creditor a cere și desființarea contractului sinalagmatic. (C. Apel Chișinău, s. 1. 154 din 1923, *Curierul Judiciar* 36 din 1924, *Alexandrescu* Tom. 6, pag. 334 și 367).

In ceea ce privește aplicabilitatea în speță a art. 1647 c. civ.:

Având în vedere că dispozițiunile art. 1647 c. civ., după care nu se dă drept credi-rentierului să ceară restituirea fondului înstrăinat, în caz de neplată la termen a renditei fixate, este o dispozițiune specială care nu se aplică decât la aceste contracte excepționale, pe care legiuitorul le-a văzut cu ochi răi, dovadă fiind desființarea renditelor perpetui.

Considerând că în speță fiind vorba de o obligațiune de întreținere a reclamantului, adică de o obligațiune de a face, iar nu de a da, după cum este cazul la contractele de rentă pe viață, dispozițiunea art. 1647 c. civ. prevăzută pentru renta viageră, nu se poate întinde și asupra contractului sinalagmatic de vânzare, intervenit în speță între părți, care rămâne guvernat de principiile generale ale dreptului comun.

Asupra naturii juridice a contractului de vânzare intervenit între părți, cu obligațiune de întreținere și alimentare în schimbul prețului fixat.

Având în vedere că din contractul de vânzare depus de reclamant la dosar, se vede că reclamantul vinde pârtei pământul din acțiune pe preț de patru mii lei, în schimbul căruia pârta se obligă a întreține pe reclamant cu locuință, alimente și îmbrăcăminte.

Considerând că deși doctrina în majoritate, și jurisprudența în ultimul timp, s'a fixat în sensul că convențiunile prin care o parte înstrăinează un fond în schimbul sarcinei dobânditorului de a întreține pe cel ce l'a înstrăinat nefiind prevăzute de codul nostru, intră în cadrul contractelor nenumite; (*Alexandrescu* tom. 8, partea II ed. III pag. 108; C. C. S. 1 Dec. 444 din 1923; C. Ap. Craiova Nr. 193 în Pand. Române Nr. 10 din 1923 p. 11), totuși contractul intervenit între părți, deși se aseamănă cu contractele pe cari doctrina și jurisprudența le califică ca contracte nenumite, întrucât în lipsa prețului determinat, cuprind obligațiunea de întreținere, în speță atât după intenția părților cât și după o riguroasă analiză, nu poate fi socotit decât ca un act de vânzare, având obiect și preț determinat în bani chiar dacă în loc să se numere reclamantului, la facerea actului, prețul fixat, părțile au convenit chiar prin același act să convertească acest preț în obli-

gația cumpărătorului de a întreține pe vânzător cu cele trebuincioase existenței sale.

Că întrucât legea permite ca depunerea prețului să se facă și mai târziu și chiar în rate periodice, odată ce prețul este determinat, sau determinabil în bani, nimic nu se opune ca părțile să stipuleze ca în locul prețului determinat, cumpărătorul să-și ia sarcina chiar prin actul de vânzare ca drept echivalent al prețului, să îngrijască și întrețină pe vânzător în tot timpul vieții (*Alexandrescu* op. citat. pag. 110 text și nota 2; Cas. I, 409, Decl. 15/92; C. Ap. Amiens, D. P. 96. 2, 46),

Considerând că deși din punct de vedere al soluționării procesului categorisirea contractului intervenit între părți, ca act de vânzare nu ca contract nenumit, nu are nicio importanță practică, căci și într'un caz și într'altul, neîndeplinirea condițiunii de întreținere, duce la rezilierea acestui contract, totuși din punct de vedere al textelor, această diferențiere are oarecare importanță, știut fiind că contractelor nenumite li se aplică prin analogie regulile dela contractele speciale cu care se aseamănă, iar la contractele numite se aplică chiar regulile special prevăzute de lege. *Alexandrescu*, Tom. 5 p. 19).

În speță fiind vorba de un contract de vânzare, vom aplica chiar regulile speciale dela vânzare; în conștiință:

Având în vedere că potrivit dispozițiunilor art. 1361 cod. civ. „principala obligațiune a cumpărătorului este de a plăti prețul la ziua și la locul determinat prin contract”; iar principala obligațiune a vânzătorului este potrivit art. 1313 cod. civ. a predă lucrul vândut cumpărătorului.

Considerând că în conformitate cu principiile generale dela convențiuni, ceea ce pentru cumpărător formează obiectul — adică prețul, — pentru vânzător formează cauza obligațiunii sale, de a predă lucrul vândut.

În speță, având în vedere că reclamantul vânzător și-a îndeplinit principala sa obligațiune, de a predă pârtei imobilele prevăzute în actul a cărui anulare se cere.

Având în vedere că din desbaterile cauzei rezultă că pârta nu numai că n'a numărat reclamantului cei patru mii lei, ce reprezintă prețul vânzării, dar nu s'a ținut de obligațiunea de a întreține pe reclamant cu cele necesare vieții, obligațiune ce și-o luase chiar prin actul de vânzare și care reprezintă echivalentul prețului de patru mii lei, care a fost convertit în această obligațiune.

Că astfel fiind, potrivit art. 1020 și 1021 și 1365 cod. civ., vânzătorul are tot dreptul a cere rezoluțiunea vânzării, rezoluțiune care trebuie potrivit art. 1366 cod. civ. a se pronunța de îndată, întrucât din depozițiile martorilor rezultă că pârta a vândut deja o parte din imobilele cumpărate dela reclamant, așa încât acesta este în pericol să piardă și lucrul și prețul.

Să discutăm în mod ipotetic — căci pârta nu a cerut-o — dacă în speță, prețul vânzării fiind fixat la patru mii lei, pârta nu ar fi putut să se apere de cererea de reziliere a reclamantului, depunând cei patru mii lei, ce reprezintă echivalentul obligațiunii ce și-a luat prin actul de vânzare, de a întreține pe reclamant, până la moarte.

La aceasta răspundem:

Prețul la o vânzare, nu constituie numai suma ce te obligi a o da imediat vânzătorului, dar și suma ce te obligi a o da în viitor.

Că deși conform principiilor, prețul trebuie să consistă numai în bani, sau efecte ce țin loc de bani, nimic nu se opune ca în chiar actul de vânzare, această sumă să fie convertită într-o obligațiune de alt soi, pe care să și-o ia cumpărătorul (Cpr. Hamangiu, t. III, art. 1294, nota 9 și 20).

Că întrucât într-o vânzare, legătura între obiect și cauză este indisolubilă, în speță, urmează să vedem care este cauza pentru

care s'a obligat reclamantul vânzător, către părâta cumpărătoare, de a-i transmite imobilele vândute.

Din examinarea actelor dela dosar și din discuțiunile părților, rezultă că ceea ce l'a determinat pe reclamant să transmită părâtei, care îi este rudă de aproape, imobilele din acțiune, nu a fost încasarea prețului de patru mii lei — fixat probabil numai pentru fisc — ci obligațiunea părâtei de a-l întreține cu cele necesare vieții până la moarte după cum îl întreținuse și până aci, adică până îl determinase la facerea acestui act.

A admite ca părâta să se libereze depunând numai cei patru mii lei, ar însemna să rupem legătura necesară la obligațiuni, între obiect și cauză, ar însemna să admitem că reclamantul să rămână obligat, fără cauză s'au mai bine zis pentru o cauză ce nu a intrat în intenția sa, ceea ce nu se poate admite în sistemul legislațiunei noastre.

Pe de altă parte a se admite această soluțiune, ar însemna ca în timpurile de față, când valoarea banului a scăzut, iar cea a imobilelor a crescut la valori de multe ori fantastice, să admitem spolierea vânzătorilor — cu pact de întreținere — de către cumpărătorii de rea credință, ceea ce nu numai echitatea, dar nici legea nu poate permite.

Pentru toate aceste considerațiuni de fapt și de drept, acțiunea reclamantului cată a fi privită ca întemeiată și admisă ca atare.

Având în vedere și cererea de cheltueli de judecată făcută de reclamant pe care judecata apreciindu-le fixează la suma de lei una mie.

Văzând și dispozițiunile art. 962 și 969 c. civ.

Pentru aceste motive, judecata admite acțiunea intentată de Marin Roșitoiu, contra Elisabetei Ion St. Roșitoiu, declară reziliat actul de vânzare, etc., etc.

Judecător-președinte, N. Nichita

Grefier, I. Iures

NOTA. — Convențiunile prin care o parte înstrăinează un fond în schimbul sarcinei dobânditorului de a întreține pe vânzător, nu sunt prevăzute în codul nostru.

La francezi aceste contracte sunt cunoscute și practicate sub forma de „bail a nourriture“ sau de „alienation a fonds perdu“ după cum dobânditorul își ia obligațiunea de a da prestațiuni periodice în natură sau în bani; donațiuni cu sarcini și vânzări cu prețul convertit în obligațiuni de întreținere.

La noi practicieni dreptului, avocați și notari, ori când au avut de făcut astfel de acte, le-au îmbrăcat sub diferite forme, după cum li s'a părut că este mai bine pentru interesele clienților lor.

Jurisprudența a căutat în totdeauna să descopere care a fost adevărata intențiune a părților contractante, căci după cum spune Guillouard, Vente, 1, Nr. 92 „Les contrats doivent etre precis en effet, non pas d'apres la qualification qu'il plaît aux parties de leur donner, mais d'apres les elements qui les constituent reellement“.

Iar această apreciere fiind lăsată la suverana apreciere a instanței de fond, scapă de sub controlul Curții de Casație. (Cas. 1, Bul. 1895, p. 1113).

Tribunalul Dolj s. I prin sentința Nr. 589-921 în afacerea Ilie Purcea, a hotărât că astfel de contracte de vânzare cu obligațiune de întreținere fiind asemănătoare contractelor de *rendită pe viață* nu pot fi anulate pentru neîndeplinirea obligațiunei de întreținere, întrucât art. 1647 cod. civ. din materia *renditelor pe viață* oprește aceasta.

Curtea de apel Craiova prin dec. Nr. 193 din 13 Oct. 1922 (deciziune publicată în „Pandectele Române“ nr. 10 din 1923, partea II, p. 286), cu judicioasa notă a-

probativă a distinsului consilier de Curte, D. Polihron, reformează acea hotărâre a Tribunalului, pe motiv că aceste convențiuni nu pot fi considerate nici ca contracte de vânzare, întrucât *prestațiunile în produse sau alinente nu constituiesc un preț*, nici ca contracte de locațiune, nici ca contracte de *rentă viageră*, care este o obligațiune de a da, pe câtă vreme obligațiunea de a îngriji pe vânzător este o obligațiune de a face. Acest fel de convențiuni trebuie considerate ca contracte *nenumite* în care, conform art. 1020 cod. civ., neîndeplinirea obligațiunei de către una din părți face să opereze clauza rezolutorie sub înțeleasă în orice contract sinalagmatic, și deci determină rezilierea contractului.

Curtea de Casație prin deciziunea Nr. 444-1923 (publicată în „Curierul Judiciar“ Nr. 41-1923, cu nota d-lui profesor Cerban), confirmă sus arătata deciziune a Curții de apel rămânând bine stabilit că *unor astfel de contracte nenumite, nu li se aplică art. 1647 din materia renditei viagere*. Fiind constant în doctrină, că unor astfel de contracte nenumite li se aplică *prin analogie* regulile dela contractele cu care se aseamănă mai mult. (Alexandresco, Tom. 5, text și nota 3; Baudry et Barde, oblig., 120), credem că în speța judecată de Curtea de apel Craiova s'a găsit că *contractul nenumit intervenit în acea speță, care cuprindea un preț fix de 1000 lei plus obligațiunea de întreținere a vânzătorului*, se aseamănă mai mult cu un contract de vânzare, decât cu un contract de *rendită pe viață*, după cum hotărâse Tribunalul și minoritatea Curții. (Trebuie observat că și în materie de *rendite pe viață*, doctrina și jurisprudența franceză mai nouă decide, că dispozițiunile art. 1647 cod. civ. român (1978 fr.) nu se aplică la *renditele constituite cu titlu gratuit* (Cas. fr. 22 Oct. 1901). D. P. 1902, 1, 241, text și notă Fuzier Herman, Supplem. art. 1978 n. 1, 2, 3 și 7, Baudry-Lacant. et Wahl, Tr. des contr. aleat. v-o Mandat (2 edit.) nr. 287; Alexandresco, 10 p. 111).

Soluția dată de Curtea de Craiova și Înalta Curte de Casație s'ar mai putea susține și din alt punct de vedere stabilit de doctrină și jurisprudență. În actul lui Ilie Purcea prețul vânzării constă: *în 1000 lei plus obligația de întreținere până la moarte*. Ori, cum obligația de întreținere nefiind reglementată de codul nostru civil, *constitue un contract nenumit* și cum în speța această obligațiune de întreținere până la moarte *valorează mai mult decât cei 1000 lei vărsați drept preț*, pe baza regulii de drept major pars trahit a se minor — *urmează să decidem că în speța cauza juridică pentru care s'a obligat vânzătorul nu este cei 1000 lei*, ci, *obligațiunea de întreținere*, care incontestabil este un contract sinalagmatic nenumit căruia urmează a-i aplica regulile generale ale contractelor, art. 1020, 1021 cod. civ. (Alexandresco, t. 8, p. 1, ed. II, pag. 108—110, text și notă, tom. 9, pag. 42, nota 4, tom. 10, pag. 95; Planiol, tom. 2, ed. 5, Nr. 2138).

În speța judecată de judecătoria Băilești mixtă, prin cartea de judecată publicată mai sus, unde se vede că *prețul vânzării era fixat la patru mii lei, în schimbul căruia cumpărătorul se obligase să întrețină pe vânzător, contractul intervenit între părți nu putea fi considerat ca contract nenumit, întrucât există un preț stabilit, convertit însă în obligațiune a da întreținere, ci ca un contract de vânzare*.

Este știut că atât doctrina cât și jurisprudența a declarat valabile și a recunoscut ca atare aceste contracte de vânzare cu prețul convertit în obligațiune de întreținere, Alexandresco op. citat, pag. 110, text și nota 2. Baudry, Lacant et Saignat, Tr. de la vente et de l'echange (2 edit.), t. 10 Nr. 128; Cas. 1, 409, Dec. 15-92, Bulet.

pag. 1096; Fuzier Herman, supplem. c. civ. annote art. 1591 și 1978 n. 7; Hue, comment. theor. et prat. t. 10 Nr. 34).

Importanța deosebirei de calificare între un *contract nenumit de întreținere* și un contract de *vânzare*, cu *prețul convertit în obligațiune* de întreținere constă între altele și în faptul că în acest din urmă caz se aplică și *dispozițiile art. 1366 cod. civ.*, după care, rezilierea se pronunță de îndată dacă vânzătorul este expus să piardă și lucrul și prețul.

În speța judecată, *pârâta a susținut* că obligațiunea de întreținere fiind o obligațiune de a face, în conformitate cu art. 1075 cod. civ., această obligațiune nu se poate transforma decât în *desdăunări*; această obiecțiune cu drept cuvânt a fost respinsă de judecată pentru motivul că dispozițiunea art. 1075 cod. civ. este făcută numai în scopul de a asigura respectul datorit de lege, libertăți individuale a debitorului obligat personal „*intuitu personae*” la îndeplinirea unui act, iar nu că prin aceasta s'a constituit o derogare dela art. 1021 cod. civ., care formează dreptul comun în materie de contracte sinalagmatice.

Pârâta ar fi putut susține mai cu aparență de seriozitate, că în speța să nu se rezilieze vânzarea ci să fie obligată la plata prețului de 4000 lei, în schimbul căruia s'a obligat la întreținerea vânzătorului; deși nu a făcut-o, judecata a pus și această ipoteză, la care credem că a răspuns în mod suficient și destul de juridic.

Este de observat că la noi la țară, unde contractul de rentă viageră aproape nu este cunoscut și practicat, mai toți bătrânii care vor să-și asigure bătrânețele, iau pe lângă ei în casă câte o rudă de aproape, cărora le asigură moștenirea mai totdeauna sub forma unor astfel de acte de vânzare cu obligațiunea de întreținere, care în fond ascund niște adevărate donațiuni cu sarcini.

În speța judecată, nu s'a susținut că ar exista o donațiune cu sarcini, deși s'ar fi putut susține aceasta, căci cumpărătoarea eră soția unui nepot de fiu al vânzătorului și știm că atât doctrina cât și jurisprudența recunoaște că un astfel de contract de vânzare fără un preț serios și care maschează o donațiune deghizată, poate valoră ca donațiune, independent de orice condițiune de formă, dacă se vede, că vânzătorul aparent a înțeles să facă pretinsului cumpărător o donațiune. (V. Fuzier Herman, supplem. art. 931, n. 6, 7, 18, 20 și art. 1591, n. 10).

S'a mai discutat în doctrină, dacă vânzările făcute în schimbul unei rente viagere sunt valabile atunci, când suma ratelor de plată anual este mai mică decât venitul imobilului vândut. Doctrina a considerat aceste vânzări ca valabile deși prețul pare neserios, sau vil, pe motiv că anumite considerațiuni particulare pot determina pe vânzător să prefere aceste rate sigure, deși mici, unui venit mai mult sau mai puțin aleatoriu al imobilului, care poate necesita cheltuieli considerabile pentru a fi pus în valoare, cheltuieli pe care vânzătorul nu poate sau nu vrea să le facă. (Rolland de Villarques, Rep. du notari, vo. Rente viagere, n. 100; Massé et Vergé sur Zahariae, t. 4, par. 675 nota 24; Baudry-Lacant. et Saignat, op. citat n. 31, Fuzier Herman, op. citat, art. 1591, nota 10).

Dar jurisprudența cea mai recentă a decis că dacă prețul vânzării poate consista într-o rentă viageră, pe care cumpărătorul o va plăti vânzătorului, vânzarea nu este valabilă decât dacă ratele rentei stipulate, sunt în raport cu veniturile bunului vândut, în lipsă de care, vânzarea trebuie socotită făcută fără preț serios și prin urmare cată a fi declarată nulă. (Cas. fr. 26 Avr.

1893, S. et P. 93, 1, 413, D. P. 93, 1, 359; 15 Mai 1890, S. et P. 1900, 1, 175, D. P. 99, 1, 312; Fuzier Herman, art. 1591, n. 24 et S. 28 et S. și în supplem. art. 1593, n. 12).

De asemenea și în cazul, când venitul rentei este egal cu venitul lucrului vândut, *pentru că în acest caz nu este nimic aleator pentru cumpărător, el nefiind expus la niciun risc.* (Vezi Fuzier Herman, supplem. art. 1593 n. 14 și autori citați în notă).

De altminteralea aparține tribunalelor de fond, a declarat de valabile sau nule astfel de contracte de vânzare, făcute în schimbul unor rente viagere.

Credem că regulile de mai sus se aplică și la vânzările de bunuri, cu un preț stabilit, dar convertit în obligațiuni de întreținere.

N. NICHITA

INFORMAȚIUNI

Vechiul și valorosul nostru colaborator, d-l Petre Vasilescu, doctor în drept din Paris, membru în comitetul de redacție al revistelor noastre, a fost numit în urma unui strălucit examen, profesor agregat de procedură civilă la facultatea de drept din Cernăuți.

Curierul Judiciar, care a publicat numeroasele sale studii de o reală valoare, se bucură de această justă apreciere și-i urează spor la munca nouă.

Cel mai nemerit Cadou ce se poate oferi studenților și tinerilor magistrați și avocați

- 5 VOL. opera completă TRATAT DE DREPT ȘI PROCEDURA PENALĂ I. Tanoviceanu, broșate lei 2500; legate și așezate într-o cutie lei 3000.
- 2 VOL. opera completă (ed. III) CALAUZA CETAȚEANULUI de I. Rădoi, lei 900 broșate; lei 1200 legate.
- 8 VOL. BIBLIOTECA MARELOR PROCESE, broșate lei 1000; legate lei 1300.
- 2 VOL. opera completă CONTRACTUL DE TRANSPORT de Christoforeanu. Prețul 600 lei.
- 1 VOL. STUDII DE DREPT CIVIL COMPARAT de G. P. Docan. Lucrare premiată de Academia Română. Lei 280.
- 1 VOL. opera completă CEKUL, studiu economico-juridic de Dr. Gălășescu-Pyk, avocat. Prețul lei 380.
- 1 VOL. EXECUTAREA SILITĂ ASUPRA BUNURILOR NEMIȘCATOARE de avocatul N. Luca (ed. 2), revăzută și pusă la zi de avocatul Cons. Popescu. Prețul lei 230.

A apărut o interesantă broșură: VIAȚA JURIDICĂ ȘI ADMINISTRATIVĂ A SATELOR de Andrei Rădulescu, consilier la Curtea de Casație, membru al Academiei Române. Prețul 20 lei.

A apărut în Editura Soc. Anon. Curierul Judiciar DESPRE PATERNITATE ȘI FILIAȚIUNE, de d-l Prof. Alex. Cerban. Prețul 30 lei.

A apărut: DREPTUL ACȚIONARILOR ÎN CONTRA DECIZIUNILOR NELEGALE ALE ADUNĂRILOR GENERALE, Studiu de Drept Comercial comparat, cu o concluziune de lege ferenda, de Stelian Ionescu, magistrat Trib. Ilfov.